

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

Au 12 Février 1934 les partis politiques étaient derrière la C. G. T.

Lagrevé fut un triomphe

Au 30 Novembre 1938 c'est la C. G. T. qui fut derrière les partis politiques...

? ? ?

Non... le Prolétariat n'est pas vaincu !

LA LUTTE N'EST PAS TERMINÉE

La grève générale a eu lieu. Elle n'a en rien ressemblé à celle du 12 février 34. A cette époque, les espoirs des plus optimistes avaient été dépassés. Aujourd'hui après les grèves de juin, tous les espoirs étaient permis. Mais il est vrai, il y a eu depuis l'action de deux ans et demi de Front populaire. La grève a dépassé en échec, les prévisions des plus pessimistes.

Les journaux du Front populaire, l'Humanité et Ce Soir en particulier, peuvent crier victoire, ils ne changeront rien à la réalité. Il est vrai que leurs lecteurs n'ont pas pu se rendre compte du résultat de la grève puisque beaucoup étaient parmi les jaunes. Il ne s'agit pas de se lamenter, mais il faut parer aux conséquences désastreuses que pourrait avoir cette grève avortée.

Cet échec est la conséquence de la politique du Front populaire, de la colonisation syndicale, et du syndicalisme de gouvernement. Les seules fédérations : Livre, mineurs, ports et docks, marins où la grève a été effective sont les fédérations où l'esprit syndicaliste a résisté à la colonisation.

L'analyse de l'organisation de la grève explique les raisons de l'insuccès. Pour tout le monde cette manifestation après avoir été trop tôt annoncée, est venue trop tard, ce qui a permis au patronat et au gouvernement de faire jouer tout le système de l'intimidation sur cette masse de syndiqués de juin 36, que l'organisation n'avait pas su éduquer.

L'ordre de grève aurait dû être décrété au cours du congrès de Nantes et appliqué dans les 48 heures. Le mécontentement contre les décrets-lois était tel que le mouvement aurait eu l'approbation générale de la population aussi bien dans la classe ouvrière que dans la petite bourgeoisie. Il en aurait été ainsi, si les hommes du Bureau Confédéral étaient restés des militants partageant la dure vie des travailleurs et n'ayant que le souci de l'intérêt de leur classe. Mais il n'en est pas ainsi. Ces hommes ont depuis longtemps quitté le lieu du travail. Ils sont devenus des gens « instruits », sachant

L'insuccès de la grève est dû au rôle néfaste des partis politiques et du parti communiste en particulier dans les syndicats. CELA DOIT CESSER.

C. G. T. libre de tout parti politique, de tout gouvernement pour le seul intérêt des travailleurs

porter faux-cols et ayant appris à se tenir convenablement à table. Dans les ministères, ou dans les maisons respectables, ils ne détonnent pas. A tous les problèmes du jour, financier, économique, politique, ils ont leur solution. Ce sont de grands hommes capables, devant un petit cénacle, de résoudre la crise économique, comme de vous découper une nouvelle carte de l'Europe. En un mot, ce sont des hommes de gouvernement. Et c'est en tant que tels qu'ils ont examiné la grève. Dans ces conditions l'échec était certain.

Le mouvement avait pour but de renverser l'équipe gouvernementale actuelle, pour lui substituer cette grande combinaison, si chère au cœur de Blum, qui va de Maurice Thorez à Louis Marin. Frossard, dans la coulisse, manœuvrait et pilotait.

Mais quand on est des hommes de gouvernement, on peut tromper les foules que l'on dirige, mais on ne doit pas se tromper soi-même. Ils savent tous que quels que soient les hommes au pouvoir les mesures financières si impopulaires envisagées par le petit Reynaud, devront être appliquées. Ils savent de plus que la France a besoin de l'appui des banquiers de la City, et de l'alliance militaire de l'Angleterre. Et Chamberlain devait venir à Paris pour régler ces questions. Les hommes qui avaient désap-

prouvé Munich étaient assez peu qualifiés pour recevoir l'homme au parapluie. Ne voulant pas prendre la responsabilité des mesures financières nécessaires à l'équilibre budgétaire, voulant l'alliance militaire de l'Angleterre, il fallait donc que le gouvernement Daladier appliquât les premières augmentations, qui n'auraient jamais été rapportées, et recevoir Chamberlain. Il ne fallait pas que la classe ouvrière agit avant que ces résultats ne fussent obtenus pour nos politiciens.

Cela malgré tout ne faisait pas l'affaire des communistes, qui, aux ordres du gouvernement russe, n'envisagent que le maintien du pacte franco-soviétique et la guerre contre l'Allemagne. Pour eux, il faut donc faire obstacle à la politique inaugurée à Munich et surtout empêcher un rapprochement entre la France et l'Allemagne. Il fallait donc faire le possible pour que Chamberlain trouve une France en état de guerre civile et retourne en Angleterre sans rien signer et surtout que le voyage annoncé de Ribbentrop n'ait pas lieu.

Le jeudi, les cellules du « Grand parti des masses » déclenchèrent la grève chez Renault et dans plusieurs usines métallurgiques de la région parisienne, avec l'espoir de déterminer un mouvement général comme en juin 36. Les grèves furent engagées dans de si mauvaises conditions qu'elles étaient vouées à l'échec d'avance. Les communistes auraient voulu assassiner la grève générale prévue pour le mercredi qu'ils n'auraient pas agi autrement.

A l'annonce de la grève générale le gouvernement riposta en réquisitionnant les fonctionnaires. C'était normal. La bourgeoisie emploie tous les moyens à sa disposition pour vaincre, au prolétariat d'en faire autant. On ne va pas à la bataille

en courbant l'échine. Ce que les dirigeants syndicaux appellent faire la grève dans la dignité n'a d'autre signification que de voir les syndiqués faire les jaunes sous la protection des flics. Tomber à la plus grande indignité ouvrière, travailler sous la surveillance de la chiourme.

Aucune des mesures énergiques qui auraient dû être prises, par les organisations syndicales ne l'a été. Jouhaux faisait de la stratégie. Jusqu'à la dernière minute, au bureau confédéral on pensait que la grève n'aurait pas lieu. On avait confiance dans les petites tractations des citoyens Frossard et Blum. On a même fait agir les anciens combattants, comme arbitres, on croyait qu'au dernier moment un petit Munich intérieur interviendrait et c'est sans doute en prévision de cette éventualité que l'on avait demandé aux ouvriers de la radio de travailler.

L'habileté du général a été mise en défaut. Rien n'ayant été prévu de combats les mots d'ordre contradictoires circulaient. Un vent de frousse passa sur tous les fonctionnaires, qui n'ont jamais brillé par l'énergie. Ils sont capables de défilier en tenue de la Bastille à la Nation, le poing levé, derrière les chefs de gouvernement. Ils n'ont pas peur. Mais les jours de grève générale...

La frousse se transforma en panique, quand les premiers métros et premiers

autobus roulèrent. Panique qui gagna toutes les corporations, à l'exception du Livre, que son vieil esprit syndicaliste, à toujours mis à l'abri de la pénétration politique. La grève, qui devait être une victoire ouvrière, se termina par une des défaites les plus cuisantes que le prolétariat français ait subies.

Cette défaite ne signifie pas que le prolétariat soit déjà vaincu. Beaucoup de travailleurs vont se ressaisir. Le gouvernement sent parfaitement qu'il ne doit pas exploiter sa victoire à fond, cela pourrait déterminer des contre-réactions dans la classe ouvrière. Il appartient aux militants anarchistes, à tous les révolutionnaires de redresser la situation.

Une réaction salutaire doit s'accomplir dans les organisations syndicales. Cet échec est la conséquence des grèves déclenchées par les communistes pour les besoins de la politique extérieure du gouvernement russe. La grève des métaux au mois de mars faite pour amener la chute, du gouvernement Blum, la grève du bâtiment en septembre terminée pour envoyer les bâtimentiers creuser des tranchées. Grève chez Renault, grève générale pour la combinaison Blum, c'est-à-dire que pendant deux ans, exploitant les justes revendications des travailleurs, on les a engagés dans des luttes où leurs intérêts n'avaient rien à voir. Cette dictature sur les organisations syndicales a trop duré, elle doit cesser. L'avenir du prolétariat français en dépend.

Après cet échec un seul mot d'ordre doit être appliqué : « Assez de politique, intérêts ouvriers d'abord ».

Indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques; oui, mais aussi vis-à-vis de tous les gouvernements, quels qu'ils soient. La C. G. T. doit rompre avec le Rassemblement populaire. Les méthodes de collaboration ont fait faillite. Si l'on ne veut pas connaître le fascisme, elle doit revenir aux méthodes d'action directe.

UNE C. G. T. QUI NE SE BATTRA QUE POUR LE PROLETARIAT ET RIEN QUE POUR LE PROLETARIAT.

lib

Où va l'Europe ?

Quoi qu'on ne connaisse pas encore la lettre de la déclaration franco-allemande, on peut en deviner l'esprit. Il s'agit de reconnaître un fait nouveau, savoir l'élimination de la France, dans les années qui vont venir, de toutes les positions qu'elles avaient tenues depuis près d'un siècle pour empêcher l'impérialisme allemand de réaliser ses objectifs. On sait comment le dernier de ceux-ci a été enlevé sans coup férir et comment le démembrement de la Tchécoslovaquie a ouvert à l'Allemagne les portes de l'Orient européen.

Certes, considérée sous ce jour, cette déclaration apparaît nettement pour ce qu'elle est : une défaite totale, irrémédiable de notre impérialisme contraint d'accepter — en échange d'une reconnaissance toute provisoire de frontières — des restrictions très graves de son droit d'intervention, soit directe, soit par puissance interposée, sur des théâtres d'opérations plus ou moins éloignés en vue de défendre par ses alliances des intérêts incontestables. Ainsi l'œuvre de la diplomatie française d'après-guerre cherchant à susciter en Europe centrale une barrière d'ennemis à l'Allemagne dont on craignait la force renaissante se trouve, avec l'effondrement tchécoslovaque définitivement liquidée.

Désormais l'Allemagne est débarrassée de son ennemi le plus dangereux et peut envisager, en toute quiétude, de reprendre cette « Marche vers l'Est » qui doit la conduire aux champs de blé hongrois ou ukrainiens ainsi qu'aux champs de pétrole roumains. On peut du moins le penser à Berlin où l'on nourrit généralement ce chaleureux optimisme des dictatures qui s'imaginent facilement que « l'épreuve de la force » devra toujours leur être favorable. Or, c'est là le point faible.

On a vu, en effet, que de sérieuses inquiétudes sont nées en certains pays devant l'attitude du III^e Reich. Les efforts du Roi de Roumanie tendant à obtenir de Londres un appui contre la pression allemande en sont une illustration significative.

On sait comment la City a réagi en dépit des déclarations ministérielles qui pouvaient laisser croire que l'Allemagne avait désormais une complète liberté d'action en Europe Centrale et l'on assiste actuellement à la réalisation d'un plan conçu par le capital anglais pour barrer la route à une hégémonie économique de l'Allemagne.

Cet effort considérable se double d'une bien curieuse manœuvre politique dont il est inutile de souligner l'importance. Dès qu'elle fut connue — et la manière souterraine dont elle fut conduite indique assez qu'elle rompt avec ses habitudes — qu'elle a provoqué dans toutes les capitales un sentiment de surprise et même de stupeur. (Voir la suite en 3^e page.)

CONTRE L'ETRANGLEMENT DE L'ESPAGNE

CONTRE LES DECRETS-LOIS SUR LES ETRANGERS

CONTRE LES PERSECUTIONS ANTISEMITES

PRENDRONT LA PAROLE : GEORGES DUMOULIN, MARCELLE CAPY, JEAN MATHE, CHAZOFF, HENRY TORRES, FELICIEN CHALAYE, MARCEAU PIVERT, GEORGES PIOCH.

Sur 8 pages

Ce numéro paraît sur HUIT PAGES.

En raison de la grève, il est sorti avec une journée de retard.

Nos lecteurs liront en deuxième page l'appel que nous leur adressons.

Le peuple d'Espagne meurt de faim mais nous, nous en créverons

On a tant dit, on a tant écrit déjà sur les souffrances qu'ils subissent depuis trente mois ; on s'est tant apitoyé, verbalement, sur les misères qu'ils acceptent avec un intraduisible orgueil, que les termes m'échappent pour dire toute l'émotion que s'est emparée de moi en lisant, dans « Paris-soir » du 28 novembre dernier, le douloureux article de Joseph Kessel sur la vie — sur la vie ! — des enfants et des femmes d'Espagne.

Ah ! ce n'est pas à vous, mes amis et mes compagnons qui, dès le premier jour de la lutte, vous êtes associés à la défense héroïque d'un peuple que je voudrais

m'adresser ; c'est à cette foule anonyme, introuvable, sensible cependant, qui, par ignorance peut-être sacrifie chaque jour aux dieux inassouvis de la guerre des milliers et des milliers d'innocentes victimes.

Oui, je sais, les techniciens de la tuerie, les apologistes du massacre les spéculateurs du crime, les stratèges de l'assassinat collectif vous diront que la guerre est la guerre, qu'elle est une monstruosité en soi, qu'elle est totalitaire et qu'il est ridicule de vouloir faire un distinguo entre le combattant benévole ou contraint qui, de chaque côté de la barricade, défend une cause ou une classe et l'être faible par définition qui subit les horreurs d'une tragédie sans pouvoir résister, à armes égales, à la mort qui le poursuit.

En bien ! ce n'est pas vrai et il est impossible que nous acceptions une telle définition qui justifierait toutes les bassesses et toutes les lâchetés ? La guerre est inhumaine, on ne nous apprend rien, et il n'est pas dans nos intentions de nous placer dans les rangs de ceux qui cherchent à l'humaniser. Mais si un sentiment d'admiration nous transporte vers ceux qui se refusent à accepter la servitude que l'on veut leur imposer, c'est un sentiment de pitié qui nous envahit à la description de ces gosses émaciés, morts presque avant d'avoir vécu, et de ces mères impuissantes à arracher au calvaire de la faim des enfants qu'elles ne peuvent plus nourrir que de leurs larmes.

« Gémir, pleurer, prier est également lâche » a dit le poète ; aussi nous n'implorons pas. Nous sommes effrayés de cet état d'indifférence dans lequel croupit le monde, nous sommes effarés de cette sourdine que l'humanité met à son cœur pour ne pas entendre la voix d'un peuple qui s'épuise dans une gigantesque bataille où se jouent les destins d'une civilisation.

J. CHAZOFF.

(Voir la suite en 3^e page.)

TOUS CE SOIR VENDREDI A LA MUTUALITÉ

LE SABRE ET LA TOGE

La répression civile et militaire sévit plus féroce que jamais

Nous avons rapporté la semaine dernière la lourde condamnation qui a frappé l'un des nôtres, inconnu du temps de guerre, Pierre Pillier. Sur la demande expresse de sa famille, nous avions pu jusqu'ici cette affaire. Mais notre discrétion n'ayant maintenant plus d'objet, l'intéressé ayant été condamné à quatre ans et demi (CINQUANTE-QUATRE MOIS) de prison, nous pouvons dire sans lui porter préjudice que est Pierre Pillier. Notre camarade n'est autre que Gaston Leval, bien connu en Espagne et en Amérique latine, et dont nos lecteurs ont pu apprécier, sous la signature de Max Stéphen, la pensée vigoureuse et le style élevé.

Gaston Leval a produit plusieurs œuvres sociologiques fort estimées, ainsi que des études économiques. Il a maintenant quarante-trois ans. Sa compagne a la charge de trois enfants, dont l'aîné a douze ans, à peine.

Mais ces considérations ne sont d'aucun poids sur l'esprit des juges militaires. Ils ont voulu condamner en lui un homme qui n'a pas fait la guerre — cette guerre si soigneusement mise hors la loi, mais pour la préparation de laquelle on courbe les nations sous un joug économique sans précédent.

Ce n'est pas seulement un jugement de classe, c'est aussi un jugement de caste. Et cette monstruosité se produit VINGT ANS après la tuerie à la France, terre de liberté et de justice — dit Daladier — reste le dernier pays à refuser d'amnistier des condamnations de guerre ! Il faut dix ans pour amnistier les communistes ! Combien de fois dix ans faudra-t-il pour que les escrocs du Palais-Bourbon, qui se sont fait élire avec des promesses formelles d'amnistie générale, libèrent les inculpés de guerre ? C'est une question que nous invitons leurs électeurs à leur poser.

Sus aux grévistes

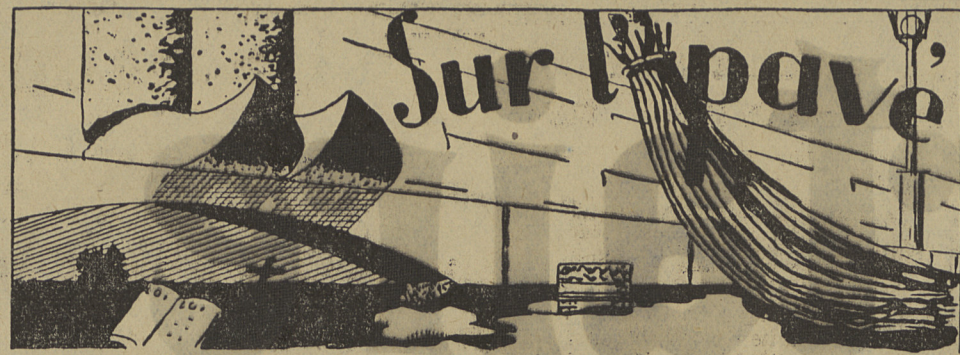
La propriété se défend. Il y aurait eu dans la journée d'hier trois cent cinquante arrestations. Les inculpés passeront sans doute aux flagrants délits, comme les grévistes de chez Renault. Ceux-ci ont dûment été copés, de quinze jours à six mois même pour l'un d'eux. Pensez donc, ils avaient jeté des boules contre ces pauvres petits gardes mobiles armés eux, de leur seul fusil et de leurs bombes lacrymogènes. Faut que ça se paye... Et c'est Daladier l'apophyseur, qui présente la note.

Contre les antimilitaristes

Notre camarade Sall Mohamed, qui est à la prison de Pontoise, va bientôt passer en jugement, ce sera le 9 décembre. Il a comme toujours bon moral et bon courage.

D'autre part, les camarades Duve-not et Jourdain, du Réveil Syndicaliste, ont été condamnés l'un et l'autre à dix mois de prison par défaut.

Le pacifisme munichois continue...



PROPOS D'UN PARIA

MISE AU POINT

Parce que, en syndicalistes disciplinés, nous avons répondu sans hésitation au mot d'ordre de nos organisations corporatives, des gens — qui ne sont pas tous de mauvaise foi, mais qui ne savent pas — se sont exhalés : « Alors, vous faites le jeu des communistes ? »

Et d'ajouter : « Ce n'est pas la peine de critiquer les attitudes et de dénoncer les provocations des larbins de Moscou pour marcher avec eux. »

Il est évident que si nous faisons avec les bellicistes d'hier et peut-être de demain (on ne peut rien prévoir, tout dépendra des ordres qu'ils recevront) une alliance aussi immorale que pouvait l'être le Front dit populaire, on serait en droit de s'étonner de ce bizarre comportement.

Mais on doit à la vérité de déclarer qu'aucun pacte de ce genre n'a été conclu entre les partisans du fascisme rouge et les libéraux impénitents et intransigeants que nous sommes.

Seulement, il se trouve qu'un nombre assez important, mais qui ira, nous l'espérons, en diminuant, d'ouvriers suivent les directives des charlatans stalinien. Et que les décrets dits de redressement de M. Paul Reynaud sont arrivés à point pour faciliter la tâche démagogique des professionnels d'une révolution qui n'a rien de commun avec la nôtre.

Il est bien naturel que tous les ouvriers — qu'ils soient communistes ou qu'ils ne le soient pas — protestent contre des décrets qui diminuent leurs salaires, augmentent leurs impôts, alors que les capitalistes sont à peine touchés et que l'Etat continue ses folles dépenses.

Il n'y a pas là, quoi qu'en écrivent certains, de grève politique.

Que les communistes, à la faveur de cette agitation, cherchent, comme toujours, à grands coups de gueule, de bluff, et avec les moyens de propagande dont ils disposent, de tirer à eux les marrons, c'est-à-dire le profit moral de l'opération, cela ne fait pas de doute.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

ASSEZ DE BLUFF

Nous ne sommes pas de ceux qui l'insuccès accable et démoralise. Une bataille perdue, ce n'est pas une défaite définitive. Il sied de faire courageusement le bilan de l'opération et d'éviter le retour des erreurs commises. Mais s'il ne faut pas désespérer, il ne sied pas davantage de se cacher la tête sous l'aile et mentir devant l'échec. Ce n'est pas évidemment l'avis de L'Huma qui imprime froidement ce matin que la grève fut « un magnifique mouvement ».

Encore quelques « succès » de ce genre, et la classe ouvrière sera définitivement écrasée. C'est une honte pour le prolétariat de supporter que parlent encore en son nom ces bateleurs impudents et cyniques. C'est avec une pareille démagogie qu'on détruit toute combativité et qu'on fait des masses un troupeau stupide et inconscient, exposé à toutes les paniques. Assez de bluff.

Il est bien naturel que tous les ouvriers — qu'ils soient communistes ou qu'ils ne le soient pas — protestent contre des décrets qui diminuent leurs salaires, augmentent leurs impôts, alors que les capitalistes sont à peine touchés et que l'Etat continue ses folles dépenses.

Il n'y a pas là, quoi qu'en écrivent certains, de grève politique.

Que les communistes, à la faveur de cette agitation, cherchent, comme toujours, à grands coups de gueule, de bluff, et avec les moyens de propagande dont ils disposent, de tirer à eux les marrons, c'est-à-dire le profit moral de l'opération, cela ne fait pas de doute.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

Mais ils n'abusent que les pauvres niais qui croient dur comme fer à leurs histoires de paradis socialiste.

Ce paradis si bien décrit par Kléber Legay et où il n'y a jamais de grèves !

Il y a longtemps que, nous ne sommes plus dupes de leurs sottises.

Et nous n'entendons pas plus faire leur jeu que celui des fascistes d'autres couleurs.

Il ne faut tout de même pas oublier que ce ne sont pas eux qui, en France, ont le pouvoir. Larue-Michel.

particulièrement, c'est le Livre. A Paris, les journaux n'ont pas paru. Les grands canards ont bien sorti quelques éditions de fortune faites pour la plupart avec le personnel de maîtrise et sans informations nouvelles réelles, mais le chômage fut effectif à 95 %. Certains journaux du soir, comme Paris-Soir, sortirent avec l'édition de province maquillée en édition parisienne, et après l'autorisation des syndicats ouvriers qui négocièrent de cette façon les sanctions qui par centaines le trust Hachette voulait prendre contre les grévistes. Le livre a fait son devoir, et il eût été à souhaiter que les autres corporations en fissent autant...

LA DEFAITE DES STALINIENS

Une « coquille » nous a fait dire, la semaine dernière, que, dans l'ancienne C. A. de la C.G.T., les communistes étaient 23. C'est 13 qu'il fallait lire. Mais ceci rectifié, leur défaite n'en était pas moins grande, si l'on tient compte que, malgré la fiche de consolation que leur a fait attribuer Jouhaux en portant le nombre des membres de la C. A. à 50, ils ne sont quand même que 16 — soit le tiers — et qu'il suffirait aux centristes et aux belinistes d'un peu d'énergie et de constance pour barrer la route aux entreprises funestes des « Sénégalais » de Staline.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

SENEGALAIS ET NEGRIERS

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

Une des interventions les plus remarquées du Congrès fut celle de Serret qui, courageusement, fit tête à la meute aboyante des staliniens furieux des vérités désagréables qu'il leur asséna. Ce fut au point même que Jouhaux dut intervenir pour rappeler aux délégués hurlants qu'ils n'étaient pas dans un meeting, mais dans un congrès.

Serret conclut en disant que les minoritaires « ne voulaient pas être les Sénégalais de Staline ». L'image est plaisante et traduit bien la réalité, les négriers de la rue de Château-d'Azul traitant les colonisés de la base comme du vulgaire « bois d'ébène ». La formule a obtenu un certain succès. Le Lib s'en félicite d'autant plus que c'est dans ses colonnes qu'elle a vu le jour, de même, d'ailleurs, que le terme de « colonisation » qu'on retrouve dans nos colonnes, dès 1935, avant que Dumoulin lui ait donné toute sa popularité.

...ET LA JUMENT DE ROLAND

Une autre comparaison empruntée aux romans de chevalerie s'impose. Le Front populaire est mort et même crevé. Cette monture a été vite fourbue. Que le Front populaire était donc fringant... sous Laval !

Il se trouve pourtant des syndicalistes pour estimer qu'il a encore des qualités, et qui se sont opposés à Nantes à la rupture de la C.G.T. avec le Front populaire. Des qualités ? Le Front populaire en a à revendre. Domage que ce soit comme la jument de Roland, qui les avait toutes, mais qui n'avait qu'un défaut : elle était morte.

DROIT D'ASILE

L'oncle et la tante de Grynspan viennent d'être condamnés à quatre mois de prison. Leur crime ? Etre parents de leur neveu. Et lui avoir donné asile. L'avoir recueilli, mourant de faim, lorsqu'il avait dû fuir les brutes nazies de son pays d'origine.

Il fut une époque où un tel geste aurait été cité en exemple, mais sous le règne Daladier-Sarraut, la saloperie est élevée à la hauteur d'un principe. Il est vrai que ce tandem n'est guère capable d'apporter autre chose. Et ce sont tous deux des jacobins, grands défenseurs des droits de l'homme et du citoyen.

Il est vraiment temps que le droit et la justice prolétariennes se substituent à ce monde de pourriture.

CHEZ LES PERES LAPIN

Nous bourre-t-on le crâne avec la baisse de la natalité française, par rapport au potentiel reproductif de l'Allemagne ? A en croire les prophètes de la repopulation, la France sera bientôt un désert, cependant que la Germanie prolifique grouillera comme une termitière. Le héros de cette campagne est un certain M. Boverat, que ses loisirs de père lapin — il est père d'une nombreuse famille — permettent de préciser l'Alliance Nationale contre la Dépopulation.

Or, voilà que le même M. Boverat, renversant toutes les données catastrophiques qu'il nous prédiait naguère, nous explique dans l'Euvre du 27 que la situation n'est pas si terrible que ça. En Allemagne, les vieilles générations sont en train de regagner sur les jeunes, ce qui a pour effet de réduire le dynamisme démographique et de mettre ce pays sur une analogie à celui de la France. Et Boverat ajoute que, vraisemblablement, le Reich ne dépassera guère 81 à 83 millions d'habitants, « soit moins du tiers des 250 millions prévus dans Mein Kampf et qui devaient être obligés de conquérir l'Ukraine pour se nourrir ».

Faites une politique résolument pacifiste, donnez un standard de vie au prolétariat pour que l'enfant ne soit pas synonyme de misère, et vous n'aurez plus besoin de vous préoccuper de la natalité. Mais ce bon sens élémentaire est incompatible avec votre régime.

Monsieur Dubalaf.

DANS QUINZE JOURS

La vérité sur l'intervention et la non-intervention en Espagne

par Luis ARAQUISTAIN
ex-ambassadeur d'Espagne

Nous publions ci-dessous, à titre d'information, les réflexions suivantes de Luis Araquistain, socialiste caballeriste et ancien ambassadeur d'Espagne à Paris. Ces remarques confirment ce que nous pensons et disons sur les vraies raisons de l'interventionisme italo-allemand en Espagne. Elles contiennent également de piquantes remarques sur les menées dictatoriales des staliniens et de leurs alliés. Elles serviront à la documentation et à l'argumentation de nos militants.

Nous les avons extraites d'une brochure reproduisant un discours prononcé récemment par l'auteur devant une assemblée de journalistes et de personnalités de Barcelone.

Au cours de son histoire tourmentée, l'Espagne fut souvent trompée par des mythes mensongers de croisades pour un idéal, qui toujours cachaient l'intérêt matériel d'un ou de plusieurs Etats étrangers. La marque-type de l'honnête homme est l'excessive crédulité et la bonne foi. Mais lorsqu'il découvre son erreur et vit la réalité à nu à travers les intrigues pseudo-idéologiques, l'Espagnol se retourne toujours contre les Tarifes, même contre ceux qui l'avaient aidé à se sauver, comme ce qui arriva à Wellington qui dut partir d'Espagne à bride abattue, injurié par le propre peuple dont il avait été le compagnon d'armes contre Napoléon. Il discerna alors que l'Angleterre luttait, non pas pour l'indépendance espagnole, mais pour son intérêt propre, et que l'armée anglaise était un hôte aussi peu désirable que l'armée française.

Après un historique rapide de l'époque napoléonienne, Araquistain aborde le problème actuel par une satire mordante de l'Espagne républicaine :

Devant cette uniformité monotone due, peut-être, à une étonnante et inexplicable abdication collective de l'intelligence et du fait singulier et heureux que la République espagnole soit un pays archaïque et fortuné où il ne faut critiquer ni rien ni personne, il est surprenant que les partis entrent en rivalité pour accaparer les journaux, qui donnent tous les mêmes informations et publient les mêmes articles, ou qui semblent être les mêmes. A cette fin, on vole les journaux, on achète ou on loue sans que parfois l'on puisse payer l'imprimerie et le papier.

Mais si quelqu'un n'est pas tout à fait content et ne se résigne pas à cette décapitation mentale, s'il a quelque chose à dire et cherche un journal, s'il a même le bonheur de le trouver, même aux antipodes de son parti et de sa pensée — il y a des cas rares — une hospitalité obtient, si laborieusement sera cependant inutile, car il y a l'implacable censure pour l'empêcher d'écrire, non pas seulement sur l'Espagne et ses angoissantes problèmes, mais sur n'importe quel thème lointain d'Afrique, d'Asie ou de la Lune. N'allons pas dérangier la France et l'Angleterre ! N'allons pas ennuyer Hitler ou Mussolini, ce qui arriva parfois. De la Russie, n'en parlons pas : elle est superlatif !

La presse communiste peut insulter qui elle veut et comme elle veut. Elle vous dira tout de suite que vous êtes au service de Franco et que vous complotiez contre le gouvernement si l'on vous voit déjeuner avec quelqu'un de la C.N.T. Mais si l'offense veut répliquer, comme la grossière et inepte attaque le mérite, c'est inadmissible. Aucune polémique entre antifascistes ! Et l'injure n'a pas d'autre solution que d'encaisser la calomnie. Ainsi l'on sauve l'harmonie et la gloire immarcescible du Front Populaire, qui est une autre divinité que l'on ne peut juger, par son origine sacrée !

La liberté d'opinion et, à plus forte raison, de jugement, s'est éteinte, s'est convertie en monopole, en recettes bureaucratiques. Si, de cette manière, l'on gagnait la guerre ! Mais je crois que l'on ne peut la gagner ainsi. Ce n'est pas parce qu'à moi, socialiste, cette liberté ou l'autre me paraissent une tâche, comme à beaucoup de libéraux. La liberté concrète, maintenant, et ici est un instrument, un moyen pour une fin, pour une liberté plus grande. La liberté contre la liberté n'est certes pas admissible. Azana l'a dit dans un discours ; et sous une autre forme, Lénine en personne quand il répliquait à un idéologue : « la liberté Pourquoi ? »

Mais attention ! Il nous faut demander

à ceux qui suppriment la liberté... des autres : « Le manque de liberté ! Pourquoi ? »

Si, momentanément, c'est pour une plus grande liberté future, qui ne voudra sacrifier la sienne ? Mais il n'en est pas toujours ainsi. Le manque de liberté... des autres n'est pas toujours une exigence du bien commun, mais très souvent une manière de soustraire à la connaissance publique ce que le peuple doit savoir, d'empêcher que la volonté populaire ne se manifeste dans la nation et dans les partis, d'empêcher que l'opinion publique, à travers ses organes de presse et ses représentants, juge, elle aussi, les hommes, leur conduite et leurs actes politiques, même militaires. On dit que nous sommes une démocratie ; nous le serons, mais nous le dissimulons très bien.

Après cette mordante diatribe contre la censure et contre ceux qui, pour débarrasser l'Espagne du fascisme, ont un peu trop tendance à en imiter les méthodes, Araquistain aborde son sujet :

Le problème a trois inconnues :
1° Pourquoi l'Italie et l'Allemagne attaquent-elles la République espagnole ?
2° Pourquoi le gouvernement français, malgré ses sympathies pour l'Espagne républicaine, propose en premier lieu, la non-intervention, et, conscient ensuite que sous couvert de la tragique farce de la non-intervention, l'Italie et l'Allemagne continuent à nous attaquer, ne modifie rien à sa politique ?

3° Pourquoi le gouvernement anglais, couvert hypocritement derrière le Comité de non-intervention, veut le triomphe des factieux en Espagne et travaille pour lui ? Araquistain commence par s'élever contre la fable de la bolchevisation de l'Espagne :

L'Italie est le second pays qui, le 8 février 1924, reconnait la Russie soviétique ; quelques jours avant, le 22 janvier, Ramsay MacDonald, chef du gouvernement travailliste anglais, l'avait fait. Mais l'ambassadeur italien arrive au Kremlin avant l'Anglais.

Durant des années, Mussolini désire ardemment consolider son amitié avec le gouvernement soviétique. En 1929, il envoie le général Balbo à la tête d'une escadrille d'hydroplanes visiter officiellement les ports russes de la mer Noire. En 1933, une flottille de sous-marins italiens visite Tiflis et Batoum. Comme conclusion, on signe des traités commerciaux et l'Italie concède d'importants crédits à la Russie. Une flottille soviétique rend, en octobre 1933, leur visite aux sous-marins italiens. Peu avant, le 2 septembre 1933, l'Italie et la Russie signent un traité d'amitié et de neutralité, semblable à l'Italo-allemand de 1926. En décembre 1933, Litvinoff scelle ces accords et actes de cordialité par une visite faite à Rome personnellement, invité par Mussolini. On le reçoit avec les honneurs maxima, plus que pour un ministre, pour un chef d'Etat. On dirait que pour Mussolini toutes les différences sont effacées entre le fascisme et le bolchevisme.

Je vais transcrire des paroles extraordinaires : « Les deux grandes révolutions, la fasciste et la bolchevique, se rencontrent et unissent leurs mains afin de s'entendre mutuellement, de travailler ensemble et d'attirer les autres nations à leurs côtés. Les deux Gouvernements, placés entre le passé et le futur, réaliseront probablement, de commun accord, les nouveaux destins de l'humanité. » Ceci n'est pas écrit par don Manuel Azana ni par aucun chef de gouvernement de notre prétendue République bolchevisante. Ceci est écrit par Mussolini lui-même dans son journal le *Popolo d'Italia* à l'occasion du traité de septembre 1933. Le communisme n'était pas alors un danger pour la civilisation ?

Araquistain rappelle le cas de l'Allemagne à peu près identique : ouverture d'un crédit de 200 millions de marks en septembre 1933, en 1935 nouveau crédit de 500 millions de marks, et enfin en 1936 autre crédit à l'U. R. S. S. de 200 millions.

Enfin, l'on ouvre un crédit de 300 millions de marks, mais à condition que 40 % de ce dernier soit remboursé par des achats d'armes au Reich (*Contemporary Review*). On commence une campagne extrêmement virulente contre « le péril rouge ». Elle coïncide avec les préparatifs de l'agression contre la République espagnole. Que s'est-il passé ? LE PACTE FRANCO-SOVIETIQUE. Quand Laval va à Moscou, il demande deux choses

à Staline : qu'il invite les communistes français à ne plus combattre la politique militaire de la France et qu'ils ne lui fassent pas la guerre dans son fief d'Aubervilliers à l'occasion des prochaines élections municipales.

Après avoir analysé la situation européenne de l'Europe après ce pacte, Araquistain en arrive à la nécessité pour les fascistes d'attaquer la République espagnole !

Cette obligation morale de la Russie coïncide avec les intérêts de sa politique extérieure. En collaborant à notre défense par la fourniture de matériel de guerre, le gouvernement russe veille non seulement à notre indépendance et à notre régime républicain, mais aussi au pacte franco-soviétique, c'est-à-dire aux frontières de la France et aux frontières russes.

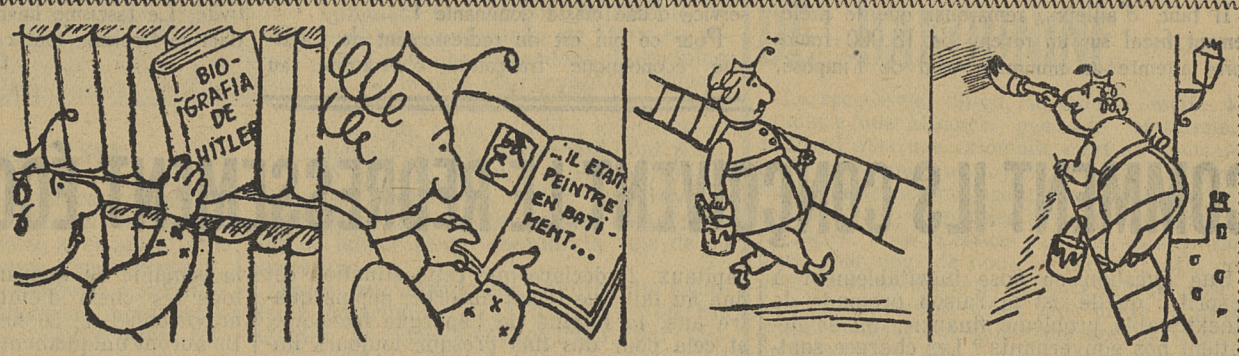
Il est puéril de croire que les Etats totalitaires ont pour but d'éviter la bolchevisation de notre pays. Hitler et Mussolini savent parfaitement que l'Espagne, pour une série de motifs politiques, sociaux et même de psychologie raciale, déterminés par son caractère aborigène, par sa géographie et son histoire, ne répètera jamais l'expérience russe. En 1932, je rencontrai Radok à Genève, qui, avec une ironie impertinente, me demanda : « La République espagnole ? Quelle route suivra-t-elle ? Celle de la Russie ou celle de l'Allemagne ? » Sans hésiter, je lui répondis : « Celle de l'Espagne ».

Araquistain souligne avec ironie le manque de politique extérieure de l'Espagne de 1931 à 1936 et sa foi dans la Société des Nations, et en arrive à l'attitude de l'Angleterre.

L'Angleterre aristocratique et financière a travaillé et travaille pour le triomphe de

A l'instar...

par GALLO



la marionnette Franco, pour les mêmes motifs qu'elle appuya les Etats du Sud dans la guerre de Sécession en 1861 : d'un côté sont les ducs, les banquiers, les grands propriétaires fonciers, les évêques, les généraux monarchistes, c'est-à-dire tous les gentlemen, et de l'autre côté, les « rouges », la plèbe, la classe sociale. Parce que l'Angleterre capitaliste a investi de gros capitaux en Espagne où la main-d'œuvre est bon marché et les bénéfices fabuleux, elle craint de les perdre.

Notre position géographique et nos sympathies politiques placent notre destin historique aux côtés du système franco-britannique ; mais nous ne voulons plus être les jouets tragiques des rivalités impérialistes de l'Europe. Si l'Angleterre et la France nous abandonnent alors que nous luttons pour leur sécurité et leurs intérêts en même temps que pour les nôtres, pendant qu'elles se croient les bras avec un égoïsme lucide et contemplent notre épopée avec une indifférence inexplicable qui, fatalement, leur coûtera cher, notre devoir et notre juste soulèvement moral pousse nous obligent à chercher le retrait de nos ennemis extérieurs par d'autres moyens que celui des armes, restant seuls avec les factieux. Utopie ? L'Histoire est semée de faits qui paraissent impossibles. A bon entendeur, salut.

Nous avons parlé de la brochure d'Araquistain pour le fait de bien présenter le caractère d'invasion de la lutte telle qu'il est. Mais nous devons insister sur le fait de ses deux avertissements, à savoir : les colonies espagnoles pouvant servir de conditions pour rester enfin seuls entre Espagnols sur la péninsule ibérique ; cela serait d'autant plus facile que le Maroc et la Guinée sont très impopulaires dans le peuple en raison de tout ce que ces colonies lui ont coûté ; 2° le petit avertissement du début quant à ses « amis » russes. Celui-là n'a pas besoin de commentaires.

Le peuple d'Espagne meurt de faim, mais nous, nous en crèverons

(Suite de la 1^{re} page)

Nous comprenons, certes, que l'esprit de parti, la haine de classe même poussent certains à rester, officiellement du moins, en dehors du conflit et à refuser tout concours à l'un des deux belligérants. Nous comprenons que lord Halifax, au nom d'une caste qu'il représente si dignement, s'oppose au ravitaillement de l'Espagne combattante ; nous comprenons que M. Chamberlain, au nom d'une aristocratie industrielle, manœuvre pour conserver les privilèges que le capitalisme britannique possède du côté de Franco et nous comprenons aussi que la petite et moyenne bourgeoisie française, dans la peur inconsciente de la révolution, cherche à étouffer l'Espagne républicaine. Mais le peuple, le vrai peuple, au grand cœur généreux à ce que l'on prétend, ou est-il ? Que fait-il ? Que dit-il ?

A-t-il changé ? Est-il plongé dans le plus profond des égoïsmes et n'est-il plus le même que celui qui se laissait escroquer des millions pour sauver, lui disait-on, les petits Chinois de la mort ?

Hélas ! nous le craignons. Le peuple, lui aussi, a perdu la boule ; il trouve encore au fond de son bas de laine quelques sous ou quelques francs pour offrir à l'honorable épouse du Premier anglais un cadeau superflu, mais sa bourse se ferme lorsqu'il faut donner un peu de lait à l'enfant qui se meurt, à nos portes.

Il ne sait pas ? Mais si, il sait. Joseph Kessel le lui a dit, hier encore. Et nous n'avons pas lui devant tant de misères étalées des millions soient parvenus au grand quotidien du soir, pour tenter l'ulti-

me sauvetage d'une génération qui s'éteint dans les affres de la famine.

Et c'est tant pis pour eux, et c'est tant pis pour nous.

Je relisais récemment le beau livre de Blasco Ibañez : *Sonica, la Courtesane*. La lutte épique que poursuit aujourd'hui, désespérément, l'Espagne républicaine contre ses généraux c'est, à vingt-deux siècles de distance, la défense héroïque de Sagonte, la célèbre ville d'Hispanie, contre la terrifiante puissance d'Annibal.

C'est en vain que la noble cité attendit les secours de son allié romain et que ses habitants, brûlant la ville, se précipitèrent dans les flammes plutôt que de se rendre. Sagonte fut vaincue par la trahison, mais le triomphe du général carthaginois fut le prélude de la décadence romaine.

Plus tard, malgré les légionnaires de César véhiculant à travers le monde les derniers vestiges d'une civilisation, l'incurie des patriciens et la lâcheté du peuple eurent comme conséquence douze siècles d'obscurantisme, que n'éclairèrent enfin que les premières lueurs de la Renaissance.

Quel parallèle ne pourrions-nous pas établir entre la France d'aujourd'hui et la Rome décadente de l'antiquité ?

A quoi bon ? Lorsque des hommes sont insensibles à la douleur qui les cotoie comment seraient-ils capables de se sauver eux-mêmes ?

Les femmes et les enfants d'Espagne meurent de faim, mais nous nous en crèverons.

J. CHAZOFF.

L'exemple des syndicalistes espagnols

La grève du 30 novembre ne passera sans doute pas dans les titres de gloire du prolétariat français. S'il n'y a pas lieu de désespérer, il est bon cependant de reconnaître que le mouvement n'a pas donné ce que les luttes passées de la classe ouvrière de ce pays pouvaient laisser présager. Les travailleurs français naquirent si combattifs et si ardents auraient-ils perdu leur dynamisme légendaire ? Nous ne le croyons nullement.

Nous voyons la cause majeure de ce recul dans la désastreuse politique démagogique suivie depuis l'avènement du Front populaire par les dirigeants des partis politiques et des organisations syndicales — ce sont parfois les mêmes.

Il faut en revenir à l'éducation individuelle des adhérents, il faut réveiller le sens personnel de la responsabilité, il faut que le syndicat ne soit pas qu'une simple machine à cotiser, mais qu'il soit véritablement comme le disaient les fondateurs du syndicalisme français, « un individu CONSCIENT ». La lutte sociale ne connaît pas de solutions faciles, et toute lutte, quelle qu'elle soit comporte toujours un minimum de risques qu'il faut savoir prévoir et accepter.

En écrivant hâtivement ces lignes, notre pensée se porte tout naturellement vers les grandes batailles syndicales que connurent, de l'autre côté des Pyrénées, nos frères d'Espagne.

Nous nous rappelons les railleries méprisantes des « ingénieurs révolutionnaires » qui tournaient en dérision, du haut de leur science plus ou moins marxiste, les mouvements révolutionnaires du syndicalisme espagnol et particulièrement de la C. N. T.

Nous rappellerons pour mémoire quelques-uns des faits importants qui sont passés dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol. La grève révolutionnaire des cheminots, par exemple, en 1917, où Durruti eut la révélation de ce qu'est la guerre sociale. Puis la grande grève de 1919 de la Canadienne qui s'étendit à toute la Péninsule. Citons aussi la fameuse grève générale de Saragosse en 1933 qui dura trente-six jours, trente-six jours pendant lesquels la grande cité aragonaise fut plongée dans l'immobilité sociale la plus totale. La grande grève du textile de Barcelone qui dura plusieurs mois (huit, sauf erreur). Mais ce qui est à noter particulièrement, c'est la fréquence et l'intensité des mouvements de solidarité, soit pour sortir de prison des militants, soit pour protester contre les exactions du pouvoir.

Nous ne parlerons pas des soulèvements révolutionnaires de janvier et de décembre 1933 et de l'affaire des Asturies en octobre 1934 où syndicalistes de l'U. G. T. et de la C. N. T. fraternellement mêlés, luttèrent avec héroïsme contre les bourreaux de Doval et de Lopez Ochoa.

Enfin, c'est grâce à la conscience de classe, développée par les organisations syndicales, que les ouvriers, après le 19 juillet, purent s'emparer des moyens de production et d'échange et poser pour l'avenir les bases de la société des travailleurs.

Les ouvriers français, dont l'histoire révolutionnaire est si riche, eux qui ont fait la Commune, qui ont créé le syndicalisme révolutionnaire : qui se soulèveront pour l'Es-

OU VAL L'EUROPE ?

(Suite de la 1^{re} page.)

Il s'agit, on le sait, du rapprochement polono-soviétique. L'explication de cet accord doit être cherchée, là encore, dans la situation créée par la défection tchécoslovaque. Cette défection a entraîné tout d'abord un relâchement des liens russo-français. Si le pacte n'est pas encore dénoncé, on n'ignore pas, de part et d'autre, que son efficacité est devenue beaucoup moindre. En bref, on s'est demandé à Moscou (et rien n'est plus légitime) si la garantie française jouerait dans le cas d'une guerre engagée par l'Allemagne. Quant à la Pologne, la constitution d'un état rutène est loin de la satisfaire. Elle espérait, elle aussi, réaliser, en donnant la main à la Hongrie au travers de la Russie subcarpatique, un coup double qui eût arrêté le germanisme dans sa progression vers l'est et en même temps évité que se posât la question de la minorité ukrainienne, très forte en Pologne, qui ne manquera pas d'être influencée par l'existence du nouvel état rutène.

Qu'y a-t-il d'étonnant, en ces conditions, que les deux Etats polonais et russe, également menacés dans leur domination sur des minorités ukrainiennes, et qui peuvent craindre d'autres entreprises non moins menaçantes, se soient unis contre leur commun ennemi ? C'est l'endroit de répéter que ces sortes de conjonctures savent ignorer toutes les considérations idéologiques qui eussent pu les rendre délicates. Ce n'est point sur des billessees et des sentiments que se fonde la politique des impérialismes. Nous attendons sur ce point les gloses de l'Humanité qui, dorénavant ne pourra plus maudire le colonel Beck. Ainsi va l'histoire...

Où tout cela nous mènera-t-il ? Vraisemblablement à de biens curieuses transformations de la carte diplomatique de l'Europe. Dans une certaine mesure, on peut s'en réjouir et trouver quelques promesses de paix dans cette défection de la Pologne jusque-là agressivement germanophile. On peut penser aussi que cette création de nouveaux couples à l'ouest et à l'est de l'Europe projette de singulières clartés sur le jeu des impérialismes et ne permet plus toute formulation idéologique d'un conflit qui prendra ainsi son vrai caractère.

Ne sous-estimons pas ces raisons. Mais gardons-nous de penser que de nouveaux mensonges ne viendront pas s'interposer devant cette aveuglante réalité. Se reposer sur un pareil oreiller serait risquer les pires réveils. Profitons donc de ces événements pour ramener la classe ouvrière dans la voie de l'internationalisme qu'elle n'eût jamais dû abandonner.

LASHORTES.

rer, pour Sacco-Vanzetti, pour Ascaso et Durruti, montrant par ces grands mouvements passionnels qu'ils avaient au plus haut point le sens de la morale humaine et de la conscience de classe, eux qui ont fait le 12 Février et ce magnifique mouvement de Juin 1936, et qui hier encore se battaient chez Renault contre les flics de Daladier, ne peuvent se laisser trahir par les politiciens incapables qui les endorment avec de bonnes paroles et les émasculent avec leurs promesses irréalisables. A l'exemple de leurs frères d'Espagne, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour mener le combat contre la bourgeoisie.

A l'aide de ceux qui ont faim

Notre service de paquets et colis pour l'Espagne

Grâce à de nouvelles dispositions de la S.I.A., nous sommes heureux de faire connaître à nos lecteurs la réalisation des colis « standard », dont la variété et surtout les prix ne manquent pas de les intéresser.

Du fait de l'élargissement du service des paquets, les familles résidant en Espagne antifasciste (Catalogne) pourront recevoir de leurs proches les colis de vivres les mieux composés et toujours, disons-le, de marchandises de première qualité.

A. Colis à 40 francs	
Haricots blancs	3 kgs
Pois chiche	3 kgs
Riz	3 kgs
Savon	1 kg
B. Colis à 50 francs	
Sucre	3 kgs
Café vert	1 kg
Lait condensé sucré	6 bt.
Chocolat	500 g.
C. Colis à 50 francs	
Haricots blancs	4 kgs
Savon	3 kgs
Morue	2 kgs
Graisée de pur porc	1 kg
D. Colis à 50 francs	
Haricots blancs	2 kgs
Pois chiche	2 kgs
Riz	2 kgs
Confiture	1 kg

A L'ATTENTION DE TOUTES ET DE TOUS

Pour permettre à l'ensemble des camarades l'exercice direct de la solidarité vis-à-vis de familles inconnues d'eux mais qui, elles aussi, ont besoin de recevoir « quelque chose », nous avons établi une série de colis au prix uniforme de 22 francs et dont voici la liste :

5 kilos de riz	22 francs.
3 kilos de sucre et 3 boîtes de lait	22 francs.
5 kilos haricots blancs	22 francs.
5 kilos pois chiches	22 francs.
Pour chaque somme de 22 francs qui parviendra à Port-Vendres nous confierons l'un de ces colis et S.I.A. (section espagnole) se chargera de choisir la famille bénéficiaire qui accusera réception au sous-critéur.	

Tous les prix indiqués dans cette liste générale s'entendent

marquandise rendue à Barcelone

Que ceux que ces propositions intéressent adressent leur commande accompagnée du mandat correspondant à la MAISON LENFANT, commissionnaire, (Compte S. I. A.), Port-Vendres (Pyrénées-Orientales). Compte Chèque postal : Montpellier 150-24. On peut utiliser le mandat-carte.

P. S. — Il reste bien entendu, quela S. I. A. continue comme par le passé à livrer, en Espagne, les colis qui lui sont remis à son siège de Paris, 36, rue de Crussol.

SIGNIFICATION DES DÉCRETS-LOIS

La Dictature du Capital

FASCISME FINANCIER

Demander à toutes les couches sociales de France un égal effort, d'identiques sacrifices pour relever l'activité économique défailante du pays et sauver l'Etat français de la faillite pour assurer la défense de la nation contre les périls extérieurs, tel fut, d'après les nombreux discours ministériels de ces derniers mois, le but, l'unique but poursuivi par l'actuel gouvernement. Vintrent les décrets-lois et la Confédération Générale du Travail fut obligée de se dresser contre ce qui apparaît avant tout comme une tentative de sauver le système condamné de l'économie libérale aux dépens des conditions d'existence de la classe ouvrière aux dépens de ses loisirs et de ses libertés.

Un égal effort ? D'identiques sacrifices ? Mais, même à travers les chiffres plus ou moins exacts des tableaux ministériels, ce que le fisc exige de la classe salariée apparaît beaucoup plus considérable — proportionnellement — que les impôts acquittés demain par les classes dominantes. Les tableaux suivants sont, à cet égard, révélateurs :

Salarié (marié sans enfant à charge)				
Montant du revenu net	Ce qu'il aurait payé sans les décrets	Ce qu'il paiera avec les décrets	Majoration de l'impôt	
18.000	334	719	+ 115 %	
50.000	3.504	4.824	+ 37 %	
1.000.000	466.359	570.523	+ 22 %	
Salarié (marié avec deux enfants à charge)				
18.000	181	552	+ 204 %	
50.000	2.590	3.809	+ 51 %	
1.000.000	463.487	567.313	+ 22 %	

Il faut, d'ailleurs, remarquer que le prélèvement fiscal sur un revenu de 18.000 francs porte atteinte au minimum vital de l'imposé,

alors que, mon Dieu ! les contributions versées par les détenteurs de gros revenus...

Si l'on considère, d'autre part, l'augmentation du coût de la vie, corollaire obligatoire des décrets-lois, il est d'évidence que le salarié en sera infiniment plus atteint que les membres des classes possédantes.

Le gouvernement Daladier déclara que les dépenses publiques étaient trop massives et qu'il fallait y remédier par une réorganisation administrative. Trop massives ? En réalité, pour qui refuse d'examiner les choses du point de vue des défenseurs du présent régime économique, les dépenses publiques apparaissent tout simplement comme étant d'un ordre monumental et, par cela même, impossibles à soutenir longtemps : 137 milliards sur 250 milliards de revenu national ! Et les différents éléments composant ces 137 milliards ne peuvent pas ne point provoquer certaines réflexions. Une part importante des charges publiques n'est-elle point destinée à la préparation du prochain carnage mondial et au paiement du dernier conflit ? (On n'a même pas oublié de servir une rente aux anciens combattants, pour les récompenser d'avoir risqué leur vie dans les tueries passées, lorsqu'ils y défendaient les intérêts de leur capitalisme national. Petite chose, certes, dans la totalité du budget, mais combien révélatrice d'une bonne connaissance de l'art d'engourdir les mécontents...)

Et combien d'autres dépenses ne sont que les résultantes d'une organisation étatique, donc, pour tout dire, d'un système d'oppression au service d'une classe dominante !

Pour ce qui est du redressement de l'activité économique française, c'est-à-dire, au

fond, d'une tentative de sauvetage d'une économie libérale dont la fin s'annonce, une semblable tâche semble impossible à réaliser, les causes profondes, véritables, de décadence : une disproportion chaque jour accentuée entre des capacités de production industrielle en continu développement, et les facultés restreintes de consommation des masses, les vraies causes de décadence, disons-nous, n'étant en quoi que ce soit atteintes, bien au contraire, par les mesures ayant maintenant force de loi. Le développement progressif de l'autorité gouvernementale, au lieu d'assurer la défense de l'économie libérale, ne peut guère qu'amener, au contraire, une marche vers un système totalitaire. Les impôts frappant les couches salariales, l'augmentation de la durée de travail et, surtout, les sanctions annoncées contre les ouvriers refusant d'exécuter des heures supplémentaires pour la défense nationale, et l'emploi des gaz contre les grévistes des usines Renault, n'apparaissent-ils pas comme de réels prodromes d'un fascisme ?

La C.G.T., maintenant dressée contre les décrets-lois, avait, aux débuts du Front populaire, son plan d'action dans le domaine économique, plan bien timide, certes, mais avec lequel on espérait attirer les classes moyennes. En s'unissant, dans le Front populaire, à certains partis politiques, la C.G.T. abandonna toute idée de réaliser son plan, et le prolétariat fut mis à la remorque des classes moyennes. Le résultat de certaines unions apparaît clairement aujourd'hui : la classe ouvrière en a fait tous les frais. Elle y a perdu sa combativité. Le fascisme financier s'installe en attendant le fascisme tout court.

GILBERT ROLLET.

Attaque brutale des conditions de vie de la classe ouvrière

LES DECRETS-LOIS FINANCIERS

Les multiples décrets-lois qui furent adoptés le samedi 12 novembre par le Conseil des ministres, et qui produisent — le répéter est utile — une assez désagréable impression chez la grande majorité de nos concitoyens, sont apparus, du point de vue des défenseurs du régime économique libéral — hommes politiques ou économistes — comme la seule solution qu'il soit possible d'apporter au problème financier et économique actuel. Depuis des années, ne voyons-nous pas les successifs gouvernements aux prises avec des difficultés financières ? N'est-il point question de déficits budgétaires d'une manière en quelque sorte chronique ? La déflation budgétaire, les rigueurs du fisc, le développement du crédit, dont successivement l'on usa, furent loin de constituer le remède attendu. Le mal, non seulement demeure, mais il est devenu plus profond, si grave, si périlleux qu'aux dires des hommes de gouvernement et de nos économistes libéraux, le pays risque d'être entraîné dans la voie des désastres, vers la catastrophe.

Comment ce problème financier, cauchemar de nos gouvernants, se présente-t-il donc ? Quelles en sont les données exactes ?

LES DEPENSES PUBLIQUES

L'ensemble des charges publiques auxquelles il faut faire face est représenté par les dépenses de l'Etat (budget ordinaire, budget extraordinaire, charges de la Caisse autonome d'amortissement), mais aussi par les dépenses des collectivités locales et celles qui sont affectées aux grands travaux de ces collectivités et des colonies, enfin par le déficit et les travaux d'établissement des services publics industriels, particulièrement des chemins de fer.

Pour l'année 1939, les dépenses publiques se monteront, en chiffres ronds, à 137 milliards, ainsi répartis :

	(En millions)
Budget ordinaire	64.500
Budget extraordinaire	29.500
Caisse autonome d'amortissement (dont 6 milliards pour le service de la dette publique)	7.500
Depenses des collectivités (départements et communes)	24.000
Grands travaux des collectivités et colonies	5.500
Déficit et travaux d'établissement des chemins de fer	6.000
Total	137.000

Les principaux éléments de ces charges publiques, les budgets ordinaire et extraordinaire, se décomposent de la façon suivante :

a) BUDGET ORDINAIRE		
Depenses	Depenses Totales	
militaires	civiles	(En millions)
1° Dette publique...	15.100	15.100
2° Dette viagère : Pensions de guerre et allocat. du combat. (7.473).		
Pens. civiles (6.041)	13.500	13.500
3° Pouvoirs publics	170	170
4° Personnel	7.455	9.315
5° Matériel	6.600	1.400
6° Travaux	20	1.730
7° Subventions	340	7.300
8° Dépenses divers.	365	1.205
Totaux	14.780	49.720

b) BUDGET EXTRAORDINAIRE		
1° Les dépenses pour la réalisation du programme d'armement	25.000	
2° Les dépenses dues à l'exécution de certains plans : plan Marquet, plan d'août 1936, plan de mai 1938 (grands travaux exécutés directement, subventions aux collectivités).	3.500	
3° Une dépense relative au budget de premier établissement de l'administration des Postes, Télégr. et Télép.	1.100	
Total	29.600	

Il convient de noter que le revenu national avoisinant 250 milliards, des dépenses publiques qui dépassent la moitié de ce revenu apparaissent véritablement énormes. Et c'est ici que se pose le problème : Comment, par quels moyens couvrir de semblables charges ?

LES RECETTES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES ET LE DEFICIT

Equilibrer la totalité de ces charges massives en usant du seul prélèvement fiscal est manifestement impossible. Pour l'année 1939, les recettes de l'Etat et des collectivités publiques peuvent être estimées à 85.500 millions.

	(En millions)
Recettes fiscales de l'Etat	47.200
Recettes non fiscales de l'Etat	8.800
Caisse Autonome d'Amortissement	7.500
Collectivités locales	22.000
Total	85.500

L'on se trouve donc en présence, lorsqu'il

fense nationale, obliger les couches prolétaires à un effort maximum dans la production d'armements, apparaît, avec évidence, comme l'un des buts principaux recherchés par un Gouvernement qui défend nécessairement les intérêts du capitalisme et de la bourgeoisie de sa nation.

Quels effets obtiendra-t-on des décrets-lois ? Certainement pas un sérieux relèvement de l'économie française. Peut-être, et tout au plus, constitueront-ils un excitant, un coup de fouet d'effet bien peu durable. Quant à la classe ouvrière, elle ne peut en attendre, elle, que renchérissement de la vie, journées de travail plus longues et restriction de ses libertés !

G. R.

s'agit d'équilibrer les 137 milliards de dépenses publiques, d'un déficit atteignant 51 milliards et demi, et qui se décompose comme suit :

	(En millions)
Déficit du budget ordinaire	8.500
Couverture du budget extraordinaire	29.500
Déficit des collectivités	2.000
Travaux des collectivités et des colonies	5.500
Chemins de fer	6.000
Total	51.500

Au surplus, l'on doit adjoindre à ce déficit de 51 milliards 500 millions une somme dépassant cinq milliards, se rapportant, d'une part, au financement, par l'Office du Blé et le Service des Alcools, des excédents de récolte de blé et de vin, à l'augmentation des fonds de roulement des sociétés internationales de constructions aéronautiques, en raison de l'accroissement de la production, à la part de l'Etat dans les frais de renouvellement de la flotte de commerce ; d'autre part, à des emprunts pour les colonies et à des avances à plusieurs gouvernements étrangers. En définitive, même si l'on ne néglige point l'intervention, dans certains cas, de la Caisse des Dépôts et Consignations et du Crédit Foncier, on se trouve en présence d'un déficit d'environ 55 milliards.

MOYENS DE LUTTE DU GOUVERNEMENT CONTRE LE DEFICIT LA RESTRICTION DES CHARGES

Il n'est, pour un gouvernement qui doit faire face à semblable situation, que trois modes possibles d'action : la réduction des charges publiques, l'augmentation des recettes fiscales, c'est-à-dire des impôts, l'emprunt. En dehors d'eux, en effet, l'on est contraint de recourir à l'inflation. Or, cette dernière amènerait nécessairement la chute du franc, parce que l'émission d'une masse de billets inconvertibles serait suivie de la dépréciation des signes monétaires relativement à toutes choses, et aussi du fait qu'une pression croissante se produirait sur le change, en raison de l'augmentation de la quantité de francs susceptible d'être échangée contre des devises étrangères.

La réduction des charges ? Avec l'organisation actuelle, des services publics, l'organisation qui ne semble point devoir évoluer beaucoup, dans le présent régime, il apparaît extrêmement difficile de procéder à des économies substantielles. Dette publique, dette viagère, dépenses militaires, dépenses du personnel civil, représentant au total 82 % du budget ordinaire, sont considérées comme à peu près incompressibles. (Parmi les 18 % restants, figurent 1.100 millions d'allocations de chômage et un milliard pour la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance.)

L'ACCROISSEMENT DES IMPOTS

Si, maintenant, nous examinons les divers décrets financiers touchant à l'accroissement des impôts, nous remarquerons, tout d'abord, l'institution d'une contribution nationale extraordinaire de 2 %, sur tous les revenus professionnels, sans abatement à la base, dont le rendement attendu est de 2.500 millions, et la majoration de 30 % du taux de l'impôt général sur le revenu (impôt sur les salaires relevé de 7,56 % à 8 %), dont on attend 750 millions. Nous noterons, ensuite, les rajustements des taux des impôts cédulaires, rajustements qui se feront au taux de 16 %, pour toutes les cédulaires, sauf pour les salaires, pour lesquels le taux sera moindre de moitié. (Les gouvernements attendent 550 millions de cette mesure.)

En ce qui concerne les impôts indirects, les droits indirects spécifiques seront augmentés (de 15 % en moyenne) pour le sucre, le café, les vins, le tabac, l'essence. Le timbre des lettres coûtera désormais 90 centimes au lieu de 65, et les communications téléphoniques urbaines 0 fr. 85 au lieu de 0 fr. 65 ; enfin, le taux de la taxe à la production passera de 8,70 à 9 % (de 2,2 à 3 % pour la taxe sur les prestations de service). On peut, à cela, ajouter un décret rajustant les tarifs du Métropolitain et de la S.T.C.R.P. Au total, l'augmentation des contributions indirectes procurera, pense-t-on, 4.500 millions.

UNE ATTAQUE CONTRE LES CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière peut et doit considérer un tel ensemble comme une attaque brutale contre ses conditions de vie. Elle semble d'ailleurs ne s'être point méprise sur le sens de pareils décrets. A l'augmentation de l'impôt sur les salaires, les travailleurs verront s'ajouter cette contribution nationale extraordinaire... Et, non seulement ils devront, comme consommateurs, supporter des contributions indirectes plus lourdes, mais encore, en tant que tels, ils feront les frais de l'accroissement des impôts atteignant, d'une manière ou d'une autre, le patronat (taxe à la production, rajustement des taux des impôts cédulaires, etc.). Sur le prix de vente des marchandises se répercuteront, en fin de compte, les obligations nouvelles des couches patronales envers leur Etat. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, ses moyens d'existence subiront ainsi un double amoindrissement. Et ce n'est point, n'est-ce pas ? le décret sur la lutte contre la fraude fiscale (titres à endos, remboursement et pénalités pour dissimulation des avoirs à l'étranger) qui apportera quelque allègement à la diminution de ses conditions de vie !

En définitive, et sous quelque face qu'on se donne la peine de les examiner, les décrets-lois financiers, dans leur ensemble, apparaissent très nettement comme une attaque cynique, brutale des conditions de vie de la population laborieuse.

COMMENT ILS CONÇOIVENT LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

Une question se pose inévitablement à l'esprit : quelle est la raison profonde de l'inefficacité du gouvernement ou se débattent nos gouvernants ? Les charges sont-elles exagérément lourdes ? Ou l'économie du pays, le revenu national seraient-ils atteints d'un grave affaiblissement ?

UN POINT DE VUE GOUVERNEMENTAL : L'INSUFFISANCE DE PRODUCTION

Ah ! si l'on écoute MM. Daladier et Reynaud, les charges trop massives doivent être diminuées par une rationalisation administrative qui sera surtout représentée, croyons-nous, par la mise au rang de sans-emploi de pas mal de travailleurs. Mais surtout, la raison primordiale du présent casse-tête financier serait l'insuffisance de la production française, et il faudrait revigorer celle-ci en augmentant la durée du travail.

L'espoir de 1936, déclarent président du Conseil et ministre des Finances dans le rapport général au Président de la République sur les décrets-lois, l'espoir de 1936 était de produire, en élevant le pouvoir d'achat des masses, un grand accroissement du travail producteur, par suite, une diminution du prix de revient unitaire déterminant elle-même la baisse du coût de la vie. Si les attentes, les espoirs n'ont pas été réalisés, cela provient de l'augmentation des prix, du caractère passager de l'amélioration du pouvoir d'achat des masses et de l'absence d'accroissement de la production. Mais, en fin de compte, le mal important, la grande cause qui est à l'origine de nos désillusions, celle d'où tout découle, serait, d'après nos ministres, cette déastreuse insuffisance de production.

LA SITUATION ECONOMIQUE FRANÇAISE

Que l'activité économique française continue de présenter un net caractère de dépression, cela est indiscutable !

En prenant l'année 1930 comme point de comparaison, l'indice de la production industrielle indique, pour 1938, une diminution de 25 % ; le nombre des wagons chargés est en recul de 35 %. En ce qui concerne le commerce extérieur, le volume des exportations d'objets fabriqués a baissé de 46 %, les exportations de tissus de coton ont diminué de 94 %, celles de tissus de laine de 87 %, celle d'automobiles de 70 %. Sur notre marché intérieur, l'indice du bâtiment accuse un fléchissement de 40 %. Un examen des statistiques du chômage apporte, lui aussi, une certaine preuve d'une stagnation de l'activité économique française : le nombre des chômeurs inscrits est, en effet, actuellement, de 360.000.

LES VERITABLES CAUSES DE LA DEPRESSION ECONOMIQUE

Seulement, si nous reconnaissons, avec MM. Daladier et Reynaud, le marasme persistant de l'économie de ce pays, nous ne sommes plus d'accord, il s'en faut, sur ses causes. Nous persistons à penser que le continu maintien d'une dépression, tout comme la crise économique qui engendra celle-ci, provient d'un désaccord fondamental entre les capacités de consommation des grandes masses populaires et le pouvoir de production de l'industrie moderne. Et nous croyons vraiment que ce n'est point en restreignant la puissance de consommation, donc d'achat, de la classe ouvrière, que nos actuels gouvernants nous sortiront, si peu que cela soit, du gâchis ; ils ne feront que nous y précipiter un peu plus !

POUR RANIMER LA PRODUCTION

Le développement du crédit. Le Gouvernement estime que, dans certains cas où l'on aurait pu envisager une rénovation de l'outillage, cette dernière ne fut pas réalisée en raison du manque de

capitaux. Il déclare que cette situation est due au fait que l'Etat absorbe, depuis quatre ans, la totalité de l'épargne française, et cela pour des fins presque toujours improductives.

Malgré certaines mesures prises pour bonifier les intérêts et pour procurer des avances aux commerçants et industriels, le loyer de l'argent est en France devenu l'un des plus chers. Il n'y est guère possible d'obtenir un prêt sur hypothèque à moins de 9 % et l'emprunteur privé ne trouve point de capitaux dont l'intérêt soit inférieur à 10 ou 12 % !

Mais les cas où l'on aurait procédé à une amélioration de l'outillage sont très rares, et, vraiment, nous ne voyons pas très bien comment une expansion du crédit, l'amélioration du marché des capitaux par un rapatriement progressif de ceux qui émigrèrent à l'étranger, la baisse du taux de l'intérêt pourraient, en l'absence d'un élargissement de débouchés insuffisants, d'un accroissement des demandes, provoquer autre chose qu'un démarrage économique, rapidement suivi du retour à la stagnation. Et ce ne sera pas le fait, pour l'Etat, de s'abstenir d'emprunter durant quelque six mois, qui changera grand-chose aux conditions dans lesquelles l'économie française se trouve.

Il est vrai qu'en ce qui intéresse le commerce extérieur, la production pour l'exportation, l'économie française pourrait peut-être profiter d'un élan favorable, conséquence du gain de débouchés nouveaux. Mais, pour cela, il est nécessaire d'abaisser les prix de revient des marchandises offertes à l'extérieur. Encore que nous tenions compte du niveau actuel du franc, qui constitue un avantage pour la production française, nous ne pouvons que remarquer à quel prix — pour la classe ouvrière de ce pays — serait obtenue cette meilleure position sur les marchés mondiaux. Et ceci nous amène, d'une part, à rappeler qu'un abaissement du standard de vie ouvrier sera obtenu comme conséquence des impôts nouveaux produisant un accroissement du coût de la vie (l'échelle mobile continuant d'être refusée) et, d'autre part, à parler de l'attaque du Gouvernement contre la semaine de quarante heures.

LA LUTTE CONTRE LES QUARANTE HEURES

Les ministres des décrets-lois prétendent que l'affaiblissement de notre production est, avant toute chose, due aux journées trop courtes de travail. La semaine de quarante heures paralyserait, en France, tout développement économique, limiterait la capacité de travail du pays.

De là à partir en guerre contre ces quarante heures, il n'y a qu'un pas, et ce pas, il vient d'être franchi par notre Gouvernement, avec allégresse pourrait-on dire. Oh ! nous savons bien que M. Paul Reynaud, dans son discours radiodiffusé du 26 novembre, assurait et répétait que les lois sociales de 1936, et la semaine de quarante heures en particulier, n'étaient nullement menacées par le ministère Daladier : « Les lois sociales sont intactes et le resteront. »

Il n'est point touché au principe des quarante heures, proclament à l'envi MM. Daladier, Reynaud et autres gouvernants, mais qu'est-ce qu'un principe si, dans le domaine des faits, une application quelconque n'y correspond pas ou n'y correspond plus. Que représente-t-il donc, ce fameux principe, pour la classe salariée ? Tout au plus quelques lignes, que l'on voudrait oublier par elle, et dont on veilla précautionneusement à ne retirer ni une phrase, ni un mot, ni une virgule.

LA SEMAINE DE QUARANTE-HUIT HEURES

Le décret-loi qui, dans la réalité, supprime

la semaine de quarante heures, accorde à tous les chefs d'établissements un crédit provisionnel de 50 heures supplémentaires. Ils auront uniquement à prévenir le ministre du Travail. Les employeurs pourront demander, par tranches de 40 heures, autant de renouvellements qu'ils désireront, et ces renouvellements seront considérés comme accordés si le ministre n'a pas, dans un délai de dix jours, répondu à la demande. Les heures supplémentaires effectuées peuvent avoir pour effet de porter la durée hebdomadaire du travail à quarante-huit heures. Dans certains cas, des dispositions réglementaires ou une autorisation de l'inspecteur du travail autorisent une durée du travail supérieure.

UN DECRET D'ABAISSMENT DES SALAIRES

Le décret-loi sur la durée du travail (art. 6) fixe ainsi la majoration de salaire applicable pour les heures supplémentaires : pour les 250 premières heures supplémentaires effectuées au cours d'une même année, majoration de 10 % dans les établissements occupant plus de 50 personnes (dans les autres établissements, majoration de 5 à 10 % ; au delà de cette limite, majoration maximum de 15 % jusqu'à 400 heures, et ensuite de 25 %).

Les tarifs de ces heures supplémentaires génèrent vraiment peu le patronat, qui verra la possibilité de les faire exécuter. Par ailleurs, la contribution exceptionnelle établie sur les accroissements de profits résultant de l'exécution d'heures supplémentaires (taux de l'impôt fixé à 10 %) n'empêchera point ce patronat d'accroître ses bénéfices d'une manière substantielle en faisant exécuter des heures supplémentaires, surtout payées à ce tarif.

ATTAQUE CONTRE LES LIBERTES OUVRIERES

En ce qui concerne les travaux intéressants la défense nationale, signalons qu'un décret établit des sanctions visant les ouvriers qui refuseraient d'exécuter des heures supplémentaires. Ce refus constituera un cas de rupture injustifiée du contrat de travail. Indépendamment de tous dommages-intérêts, il entraînera la perte du droit aux indemnités de préavis, de congédiement et de congé payé. Le salarié dont le contrat aura été rompu de cette manière ne pourra prétendre, durant six mois, bénéficier des allocations de chômage. Il ne pourra, durant le même délai, être présenté par l'Office public de placement pour être embauché ou réembauché dans un établissement travaillant pour la défense nationale.

D'autre part, quiconque, dans un tel établissement, aura provoqué ou tenté de provoquer un refus d'exécuter des heures supplémentaires, sera puni, soit d'un emprisonnement de six jours à trois mois, soit d'une amende de 100 à 1.000 francs, soit de ces deux peines. En cas de récidive, celles-ci seront doublées.

BUT DES DECRETS DE REDRESSEMENT DE L'ECONOMIE

Ces différentes mesures indiquent avec clarté une volonté de contraindre la classe ouvrière à fournir une plus grande quantité de travail sans hausse parallèle de son standard de vie.

Les salariés, en raison de l'inévitable augmentation du coût de la vie, pourront, au prix de plus longues journées de labeur, maintenir leur pouvoir d'achat. Par contre, du côté patronal, une production plus abondante, la baisse du prix de revient permettront un accroissement des profits, du moins on le pense, chez les défenseurs du présent système d'économie libérale : seulement, produire n'est pas vendre !

Par ailleurs, du point de vue de la dé-

LES GRANDS MILITANTS DE L'ANARCHISME

MICHEL BAKOUNINE

La Vie d'un Révolutionnaire

En même temps que paraîtra ce numéro du « Libéraire » sortira en librairie une œuvre nouvelle sur Bakounine. L'auteur en est le camarade H.-E. Kaminski, qui nous a déjà donné, il y a quelques mois, un livre tout à fait remarquable sur les débuts de la révolution espagnole : *Ceux de Barcelone*.

Aujourd'hui c'est une œuvre d'un autre genre que nous donne Kaminski avec son livre sur Bakounine. La tâche était immense de rendre à ce titan révolutionnaire, à ce géant de notre pensée anarchiste, l'hommage d'une étude d'ensemble.

Cette étude faisait fâcheusement défaut jusqu'ici. Elle manquait à notre arsenal de propagande. D'innombrables bouquins ont été produits sur Marx, le grand rival de Bakounine. Ses sectateurs lui ont voué un culte idolâtrique qui s'est traduit par un océan de papier imprimé sur les moindres détails de sa vie.

Mais Bakounine, qui fut son principal adversaire, restait fâcheusement à l'écart des préoccupations et recherches des historiens du mouvement social.

On s'explique assez mal d'ailleurs que dans les années d'avant-guerre quand les conditions de l'édition étaient meilleures que celles d'aujourd'hui, un effort plus grand n'ait pas été fait pour faire connaître mieux la vie prodigieuse de Bakounine, et les enseignements de la doctrine dont il fut le plus lucide interprète.

C'est le mérite de Kaminski d'avoir étroit-

tement mêlé dans son livre l'action militante de Bakounine avec le développement de sa pensée doctrinale. Les deux d'ailleurs inséparables. Mais la difficulté était de faire sentir le synchronisme constant qu'il y a entre les aventures auxquelles l'homme est mêlé et le développement régulier de son idéologie politique.

Bakounine n'est pas un homme de cabinet qui déduit ses théories de l'observation des faits à travers les bibliothèques et les statistiques.

Kaminski nous promène à travers le récit de cette vie incroyablement pleine de faits et d'actes depuis l'enfance, l'adolescence, le court stage comme officier de l'armée tsariste jusqu'aux derniers jours, à Berne, dans la maladie, le dénuement, non loin de ce pays jurassien qui a vu naître sous son influence les premières organisations libertaires.

Nous revoyons à travers sa vie tout le XIX^e siècle, romantique et idéaliste. Les révolutions, Février, la Commune, l'affaire de Lyon, l'insurrection polonaise, Dresde et Prague ; puis les grandes batailles d'idées, après les premiers essais, avec Marx ; ensuite, la naissance du mouvement ouvrier, les premières organisations, la Fraternité, la 1^{re} Internationale ; puis les grandes figures des penseurs révolutionnaires, Ogareff, Herzen, Marx et cet extraordinaire Netchaïeff inquiétant et attachant à la fois.

Il est condamné deux fois à mort, resté huit ans en prison, connaît les interminables années d'exil dans la lointaine Sibérie. Il s'évade, accomplit autour du monde un extraordinaire périple pour finalement revenir au milieu des siens, c'est-à-dire les hommes qui payent de leur personne, les hommes qui se battent.

Un de ses biographes, Brupbacher, le définit ainsi : « Une nature prométhéenne ; à côté de lui, ajoute-t-il, « Marx fait figure de policier rouge, un fonctionnaire de la

Guépéou ». La comparaison est sévère, mais elle n'est pas injuste. Bakounine a toutes les qualités du cœur qui manquent

kounine est un homme essentiellement bon. Il a pour l'humanité un amour profond, il lui assigne un devenir idéal, car il croit à son développement ininterrompu vers des formes sociales de moins en moins imparfaites. Ce n'est pas le sec doctrinaire sans passion qui explique et résout le problème social par les mathématiques de l'idéologie, l'idéologie fût-elle scientifique.

Bakounine est un être de chair et de sang. Sa chair sait frémir et souffrir, son sang généreux bouillonne dans ses veines.

Ce n'est pas lui qui aura le triste courage de railler son meilleur ami quand celui-ci perd une femme aimée, comme Marx le fit quand Engels vit mourir sa femme.

La vie forme le plus extraordinaire roman révolutionnaire. Seules peuvent lui être comparées les existences mouvementées de certains hommes de la révolution russe.

Mais si Bakounine est toute l'action, il n'est pas cependant que l'action. Il est aussi un penseur profond et précis. Nul mieux que lui n'a su dire et définir ce que veulent les anarchistes : une société égalitaire basée sur la justice et la liberté.

Il ne conçoit pas « le socialisme sans la liberté », car alors il n'est plus, dit-il, que « l'esclavage et la brutalité ».

Dans des pages d'une admirable clarté, Kaminski a su résumer parfaitement tout ce qui différencie le socialisme autoritaire de Marx du socialisme libertaire dont Bakounine a été le plus clairvoyant théoricien.

L'auteur dans l'article qu'on lira plus loin, nous exprime lui-même sa méthode et les raisons qui l'ont poussé à écrire ce livre, il a eu raison de s'adresser surtout au public qui travaille et qui peine, à l'ouvrier, fatigué de sa journée de labeur et qui cherche la voie de sa libération.

Après les lamentables faillites du socialisme autoritaire dans les pays où ses adeptes se comptaient pourtant par mil-

lions, après l'effondrement de la révolution russe dans « la brutalité et l'esclavage », après le néo-césarisme des pays totalitaires qui a emprunté au socialisme juste ce qu'il fallait pour en faire un effroyable moyen d'oppression des masses il ne reste à l'humanité pour s'affranchir que la voie du socialisme libertaire.

Nous vivons une époque où le socialisme français dans ses différentes tendances aurait bien besoin des enseignements de Bakounine. Il y a quelques jours Léon Blum, dans un article du « Populaire » disait que devant les difficultés du pouvoir, il s'était parfois demandé s'il n'avait pas fait fausse route en suivant la voie de Marx plutôt que celle de Bakounine.

On peut répondre par l'affirmative. La libération du prolétariat ne peut venir que de lui-même par l'affirmation dans les faits de sa capacité de lutte et de création. La décomposition du Front populaire et les malheurs qu'elle a entraînés prouvent la justesse des théories d'action directe dont Bakounine fut le héros infatigable et héroïque.

La lecture du livre si passionnant de Kaminski sur celui dont nous pouvons révéler la mémoire comme notre meilleur guide, nous confirmera dans nos convictions.

Ce livre sera pour nous, pour nos idées, un puissant instrument de propagande que chaque militant voudra se procurer.

LOUIS ANDER.

LE SOCIALISME DE BAKOUNINE

Le socialisme, dit-on, se montre enclin à conclure une alliance avec le césarisme. D'abord c'est une calomnie, c'est au contraire le césarisme qui voyant poindre à l'horizon la puissance menaçante du socialisme, en recherche les sympathies pour les exploiter à sa façon. Mais n'est-ce pas une raison de plus, pour nous de nous en occuper, afin de pouvoir empêcher cette alliance monstrueuse, dont la conclusion serait sans doute le plus grand malheur qui puisse menacer la liberté du monde.

Nous devons nous en occuper en dehors même de toutes ces considérations pratiques, parce que le socialisme, c'est la justice. Lorsque nous parlons de justice, nous n'entendons pas celle qui est donnée dans les codes et par la jurisprudence romaine, fondée en grande partie sur des faits de violence accomplis par la force, consacrés par le temps et par les bénédictions d'une Eglise quelconque, chrétienne ou païenne, et comme tels acceptés comme des principes absolus, dont le reste n'est que la déduction très logique (1)... nous parlons de la justice qui se fonde uniquement sur la conscience des hommes, que vous retrouverez dans celle de tout homme, même dans la conscience des enfants, et qui se traduit en simple équation.

Cette justice si universelle et qui pourtant, grâce aux envahissements de la force et aux influences religieuses, n'a jamais encore prévalu, ni dans le monde politique, ni dans le monde juridique, ni dans le monde économique, doit servir de base au monde nouveau. Sans elle, point de liberté, point de république, point de prospérité, point de paix.

La liberté sans le socialisme, c'est le privilège, l'injustice ; le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage et la brutalité.

BAKOUNINE.

blique, point de prospérité, point de paix. Elle doit donc présider à toutes nos résolutions, afin que nous puissions concourir à l'établissement de la paix.

Cette justice nous commande de prendre en nos mains la cause du peuple, jusqu'à cette heure si horriblement maltraité, et de revendiquer pour lui, avec la liberté politique, l'émancipation économique et sociale.

Nous ne vous proposons pas tel ou tel système socialiste. Ce que nous vous demandons, c'est de proclamer de nouveau ce grand principe de la Révolution française : que tout homme doit avoir les moyens matériels et moraux de développer toute son humanité, principe qui se traduit, selon nous, dans le problème suivant :

Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail.

Organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien.

La réalisation complète de ce programme sera sans doute l'œuvre des siècles. Mais l'Histoire l'a posé et nous ne saurions désormais en faire abstraction sans nous condamner nous-mêmes à une impuissance complète.

Nous nous hâtons d'ajouter que nous repoussons énergiquement toute tentative d'organisation sociale qui, étrangère à la plus complète liberté tant des individus que des associations, exigerait l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fût, et qu'au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protesterons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'Etat.

BAKOUNINE.

ANARCHISTES ET COMMUNISTES

Je suis un chercheur passionné de la vérité et un ennemi non moins acharné des fictions maléfaisantes dont l'parti de l'ordre, ce représentant officiel, privilégié et intéressé de toutes les turpitudes religieuses, métaphysiques, politiques, juridiques, économiques et sociales, présentes et passées, prétend se servir encore aujourd'hui pour abouir et asservir le monde. Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes ; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'Etat, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; immanentes, inhérentes, elles constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral ; au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous ; la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité ; la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres, fonde et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Eglises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même : l'un et l'autre partisans veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du

radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoque, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique mais sociale, et, par conséquent, antipolitique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

BAKOUNINE.



Bakounine vers 1868

précisément à Marx. Il est incapable d'une vilénie, d'une petitesse. Bakounine ne sait pas haïr. Dans ses démêlés avec Marx, que Kaminski expose d'ailleurs lumineusement, c'est toujours à lui que l'histoire rend finalement le beau rôle malgré les incroyables calomnies de son haineux adversaire. Ba-

keunine est un homme essentiellement bon. Il a pour l'humanité un amour profond, il lui assigne un devenir idéal, car il croit à son développement ininterrompu vers des formes sociales de moins en moins imparfaites. Ce n'est pas le sec doctrinaire sans passion qui explique et résout le problème social par les mathématiques de l'idéologie, l'idéologie fût-elle scientifique.

Bakounine est un être de chair et de sang. Sa chair sait frémir et souffrir, son sang généreux bouillonne dans ses veines.

Ce n'est pas lui qui aura le triste courage de railler son meilleur ami quand celui-ci perd une femme aimée, comme Marx le fit quand Engels vit mourir sa femme.

La vie forme le plus extraordinaire roman révolutionnaire. Seules peuvent lui être comparées les existences mouvementées de certains hommes de la révolution russe.

Mais si Bakounine est toute l'action, il n'est pas cependant que l'action. Il est aussi un penseur profond et précis. Nul mieux que lui n'a su dire et définir ce que veulent les anarchistes : une société égalitaire basée sur la justice et la liberté.

Il ne conçoit pas « le socialisme sans la liberté », car alors il n'est plus, dit-il, que « l'esclavage et la brutalité ».

Dans des pages d'une admirable clarté, Kaminski a su résumer parfaitement tout ce qui différencie le socialisme autoritaire de Marx du socialisme libertaire dont Bakounine a été le plus clairvoyant théoricien.

L'auteur dans l'article qu'on lira plus loin, nous exprime lui-même sa méthode et les raisons qui l'ont poussé à écrire ce livre, il a eu raison de s'adresser surtout au public qui travaille et qui peine, à l'ouvrier, fatigué de sa journée de labeur et qui cherche la voie de sa libération.

Après les lamentables faillites du socialisme autoritaire dans les pays où ses adeptes se comptaient pourtant par mil-

lions, après l'effondrement de la révolution russe dans « la brutalité et l'esclavage », après le néo-césarisme des pays totalitaires qui a emprunté au socialisme juste ce qu'il fallait pour en faire un effroyable moyen d'oppression des masses il ne reste à l'humanité pour s'affranchir que la voie du socialisme libertaire.

Nous vivons une époque où le socialisme français dans ses différentes tendances aurait bien besoin des enseignements de Bakounine. Il y a quelques jours Léon Blum, dans un article du « Populaire » disait que devant les difficultés du pouvoir, il s'était parfois demandé s'il n'avait pas fait fausse route en suivant la voie de Marx plutôt que celle de Bakounine.

On peut répondre par l'affirmative. La libération du prolétariat ne peut venir que de lui-même par l'affirmation dans les faits de sa capacité de lutte et de création. La décomposition du Front populaire et les malheurs qu'elle a entraînés prouvent la justesse des théories d'action directe dont Bakounine fut le héros infatigable et héroïque.

La lecture du livre si passionnant de Kaminski sur celui dont nous pouvons révéler la mémoire comme notre meilleur guide, nous confirmera dans nos convictions.

Ce livre sera pour nous, pour nos idées, un puissant instrument de propagande que chaque militant voudra se procurer.

LOUIS ANDER.

blique, point de prospérité, point de paix. Elle doit donc présider à toutes nos résolutions, afin que nous puissions concourir à l'établissement de la paix.

Cette justice nous commande de prendre en nos mains la cause du peuple, jusqu'à cette heure si horriblement maltraité, et de revendiquer pour lui, avec la liberté politique, l'émancipation économique et sociale.

Nous ne vous proposons pas tel ou tel système socialiste. Ce que nous vous demandons, c'est de proclamer de nouveau ce grand principe de la Révolution française : que tout homme doit avoir les moyens matériels et moraux de développer toute son humanité, principe qui se traduit, selon nous, dans le problème suivant :

Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail.

Organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien.

La réalisation complète de ce programme sera sans doute l'œuvre des siècles. Mais l'Histoire l'a posé et nous ne saurions désormais en faire abstraction sans nous condamner nous-mêmes à une impuissance complète.

Nous nous hâtons d'ajouter que nous repoussons énergiquement toute tentative d'organisation sociale qui, étrangère à la plus complète liberté tant des individus que des associations, exigerait l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fût, et qu'au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protesterons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'Etat.

BAKOUNINE (Dieu et l'Etat).

En guise de préface

par H.E. Kaminski

Je ne voulais pas faire de préface au *Bakounine*, parce que je pense qu'un livre doit parler par lui-même et sans que l'auteur intervienne pour donner des explications. Mais la préface est un péché comme d'autres : elle nous guette et nous tente. C'est une façon si commode d'approcher le lecteur, de lui faire des confidences, de demander son indulgence et de dire certaines choses pour lesquelles on n'a pas trouvé de place.

J'ai quand même renoncé à faire précéder *Bakounine* par quelques pages en italique. Mais, puisque le *Libéraire* a la sollicitude de me les demander sous forme d'article, je ne résiste plus. Je puis répondre ainsi à une question que l'on pose souvent à un auteur : *Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?* Le dire est parfois malaisé. Cette fois-ci cependant, la réponse est simple : je suis parti à la découverte de Bakounine de la même où Christophe Colomb partit pour la découverte de l'Amérique — de l'Espagne.

Pendant les mois où je suis, ému et enthousiaste, les péripéties de la Révolution espagnole, je me rendais compte que cette révolution était tout entière l'œuvre des anarchistes. Je ne partage pas toutes les idées des libertaires espagnols et j'approuve moins encore tout ce qu'ils ont fait, mais le rôle qu'ils assument restait pour moi une révélation de la plus haute importance. J'en ai parlé dans *Ceux de Barcelone*.

Ce qui me frappait particulièrement à Barcelone, c'était la mentalité anarchiste. Or, en remontant à ses origines, je tombai nécessairement sur Bakounine : car Bakounine a légué à l'anarchisme non seulement sa doctrine, mais aussi son tempérament. Bien entendu, le socialisme libertaire a d'autres maîtres, mais Bakounine demeure son créateur et son représentant le plus typique, parce qu'en lui, le théoricien et l'homme d'action se confondent. En affirmant qu'il est, dans le temps et dans l'esprit, la préfiguration parfaite de l'anarchisme révolutionnaire, on n'établit pas une hiérarchie ; on constate simplement une vérité.

C'est un des phénomènes, les plus curieux qu'un grand homme transmet aussi, avec son œuvre, bien des traits de son caractère à ses successeurs. Tout le mouvement anarchiste — parfois à l'insu des anarchistes eux-mêmes — porte ainsi l'empreinte de la personnalité de Bakounine. Phénomène d'autant plus étrange que sa vie est presque inconnue.

Il y a bien la biographie monumentale de Max Nettlau, à laquelle — voilà un des plaisirs d'une préface — je me plais à rendre hommage. C'est une œuvre immense (plusieurs milliers de pages, réparties sur trois volumes en folios) qui reste la base et l'inépuisable fonds de tout tra-

vail sur Bakounine. Malheureusement, cette biographie est inaccessible au grand public. Ecrite à la main et polycopiée, elle n'existe que dans quelques bibliothèques. Pour la lire, il faut d'ailleurs savoir l'allemand et quelques autres langues, car Nettlau écrit en allemand et fait chaque citation dans sa langue originale.

En allemand également est le beau livre de Fritz Brupbacher, qui traite des relations de Bakounine avec Marx. Enfin, il y a, en italien, l'histoire fort documentée de ses rapports avec Mazzini, dont l'auteur est le malheureux Nello Rosselli, lâchement assassiné en même temps que son frère Carlo. Et, déjà, la liste des ouvrages favorables à Bakounine est épuisée. Ses autres biographies sont tous des adversaires.

Je ne veux pas être ingrat envers ces savants, ni méconnaître leurs efforts méritoires et fertiles. Stekloff qui est l'auteur d'une biographie en quatre volumes, Polonsky qui a découvert la *Confession*, Korniloff qui a publié les lettres de Bakounine à sa famille, Nicolaiewsky qui a projeté des lumières nouvelles sur son activité en 1848, Pfizner qui a trouvé des documents sur son séjour dans les prisons autrichiennes — chacun d'eux a apporté des éléments importants à la littérature sur Bakounine. Mais, outre que ces ouvrages sont écrits soit en russe, soit en allemand, tous ces hommes sont éloignés de leur sujet aussi bien par leur formation intellectuelle que par leurs convictions politiques. Remarque qui s'applique aussi à la biographie en langue anglaise de Carr, la dernière venue dans cette série.

Aucun de ces livres n'est traduit. Même la correspondance avec la famille n'est publiée qu'en russe, bien que ces lettres soient écrites en français. Sauf quelques brèves études, il n'existe en français que la *Vie de Bakounine*, par Hélène Isvolsky, qui est moins une biographie qu'un pamphlet et la *Confession* qui est précédée d'une intéressante préface de Brupbacher.

Le lecteur qui veut se familiariser avec Bakounine ne peut le faire que par ses œuvres, publiées avec des soins méticuleux par James Guillaume. Cette édition est pourtant fort incomplète ; elle ne contient que ce que Bakounine a écrit dans les dernières années de sa vie.

Je profite de cet article pour exprimer l'espoir qu'on publiera bientôt en français, sinon les œuvres complètes de Bakounine, au moins une édition populaire qui tiendra compte de tous ses travaux. Il serait surtout de la plus haute importance de publier intégralement le *Catéchisme Révolutionnaire* qui est la première manifestation de l'anarchisme révolutionnaire.

Si la littérature sur Bakounine s'accroît régulièrement, nous sommes loin d'être entièrement renseignés sur lui. Dans sa vie si mouvementée il y a plusieurs périodes dont nous connaissons à peine les événements extérieurs ; de nom-

breux détails sur son activité clandestine surtout ne sont pas encore découverts. Il est évident que ces recherches devraient incomber avant tout aux savants russes, mais si, pendant un certain temps, le gouvernement bolchevique s'est intéressé à ces travaux il y a longtemps maintenant qu'il les interdit.

Il me semble juste de signaler ces difficultés. J'avoue cependant qu'elles ne m'ont pas gêné beaucoup. Ce que j'ai voulu, c'est conter la *Vie d'un Révolutionnaire* c'est-à-dire son évolution, ses efforts, ses hauts faits, ses souffrances, ses victoires et ses défaites. Et Bakounine est plus qu'un révolutionnaire : il est la révolution faite homme ; il représente et incarne toute la foi, toute la puissance, toute la gloire et tout le martyre de la révolution.

Je n'ai pas voulu étaler devant le lecteur des dates, des noms, des polémiques, des notes et des références. Il m'a paru plus important de broder des tableaux, forcément rapides, des époques et des pays où se développait l'activité de Bakounine. A la recherche de ces motifs, je n'ai pas reculé devant l'exploration de ses sentiments les plus intimes.

En vérité, je ne m'adresse pas aux savants. Michel Bakounine appartient au prolétariat, pour lequel il a vécu et auquel il donne l'exemple. Aussi, en écrivant, ai-je eu devant moi l'image de l'ouvrier penché sur ce livre, peut-être en lutte avec la fatigue après une journée de travail, pour chercher sa voie et pour trouver dans cette vie héroïque la force de la résistance et l'espoir de la libération. Je pense que Bakounine ne peut laisser insensible aucun révolutionnaire, mais je crois aussi que tous ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier trouveront en lui le champion le plus passionnant de l'émancipation humaine.

La vie de Bakounine, c'est la vie d'un homme fascinant, d'un penseur profond, d'un lutteur inébranlable. On y trouve « l'âme russe » avec ses troubles sentimentaux, sa largesse, ses exaltations et ses égarements ; on y trouve les barrières, les cachots, les conspirations, les congrès ouvriers, la fuite de la Sibérie, la guerre et le travail illégal ; on y trouve la révolte du romantisme russe, la rébellion de la philosophie allemande, les revendications des premiers socialistes français ; on y trouve surtout l'anarchisme, sa naissance comme mouvement de masses, ses idées et ses actions, sa négation de l'Etat et ses batailles contre le socialisme autoritaire des marxistes.

Cette vie d'un anarchiste, du plus grand et du plus génial, est comme un poème épique composé par le destin. C'est la chanson de geste de la révolution.

Nous repoussons toute législation, toute autorité, et toute influence privilégiée, patrimoniale officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

BAKOUNINE (Dieu et l'Etat).

Le livre de Kaminski, BAKOUNINE, LA VIE D'UN REVOLUTIONNAIRE (un volume aux Editions Montaigne) est en vente au LIBERTAIRE, au prix de 25 francs. Conditions spéciales pour les groupes. Adresser les commandes à Scheck, chèque postal : Scheck-Paris 487-78.

LA BOITE AUX BOUQUINS

Les Rescapés

par Henri POULAILLE

Tous nos lecteurs aiment Poulaille. Ils se rappellent les vivantes chroniques qu'il donnait au *Libertaire*. Ils retrouvent dans son œuvre, leurs joies et leurs souffrances. Ils y écoutent battre leur propre cœur. Peut-être ignorent-ils que nous devons à l'auteur de *Pain de Soldat* une admirable histoire de la littérature prolétarienne. Le premier, Poulaille a rendu justice à de grands écrivains longtemps méconnus, tels *Giono* et *Ramus*. Grâce à lui, nous connaissons *Neel Doff*, le romancier hollandais, *Francis André*, le paysan belge, *Lucien Bourgeois*, *Louis Nazzi*, *André Bailion*. Et bien d'autres encore que leur âpre talent et leur vie laborieuse plaçaient au-dessus des écrivains de bonne famille dont le nom s'impose comme un produit alimentaire. L'an dernier, il présentait *Constant Malva*, le mineur. Cette année, il a découvert *André Sévry*. Il soutient les jeunes, encourage les humbles. Rarement un homme s'est montré aussi fraternel. Surtout dans le domaine des lettres.

Les Rescapés sont le deuxième et dernier tome de *Pain de Soldat*. Nous retrouvons Magneux blessé et fuyant vers l'arrière. Qu'ils sont envieux ceux qui peuvent quitter la ligne de feu ! Leurs camarades ne se doutent pas qu'il faut souffrir, atrocement souffrir, avant d'échouer à l'hôpital. La douleur physique, qu'un pansement hâtif ne calme pas, la lenteur du voyage, l'angoisse de mourir en route, la faim, la soif, autant de tortures que subissent les blessés. Magneux supporte vaillamment ces épreuves. Lorsqu'il est guéri on le garde comme infirmier dans son hôpital. Il y demeure plusieurs mois. Il s'éprend d'Hélène, courageuse jeune fille qui s'est échappée de son monde pour venir soigner les soldats. Mais l'infirmière est déjà fiancée. Magneux demande à partir. On l'envoie en Alsace, à l'arrière du front, dans une compagnie nord-africaine. Puis l'armistice est signé, le cauchemar prend fin. Magneux rentre à Paris où la vie semble rite à pleines dents. Il ne trouve plus de travail. Son patron l'a remplacé. Que faire ? Les chômeurs emplissent les bureaux où l'on embauche. Des milliers de familles traînent dans les rues. Ça et là gronde la révolte. Mais quatre ans de servitude ont marqué cette foule. Elle est lasse, elle ne demande qu'un peu de bonheur. Chacun entend refaire sa propre vie, se réposer enfin. Dans la boue des tranchées, sur les frontières de la mort, les hommes ont perdu leur virilité. La victoire ne sera pas pour le peuple. La révolution attendra.

« Tous s'en foutent. On se fout de tout. C'est une manière d'être heureux... C'est la manière d'être heureux des rescapés »

Le livre de Poulaille se termine sur cette note désenchantée, mais l'on sent que la crise d'égoïsme de Magneux sera passagère. Il reprendra la lutte, il servira encore la Révolution. Malheureusement, les autres rescapés qui auront eu comme lui la chance de survivre, oublieront vite leurs souffrances. Vingt ans après la guerre nous sommes menacés d'une nouvelle tuerie. A chaque instant, la paix trébuche et les peuples anxieux suivent sa marche incertaine. Ils retiennent leur souffle et se désespèrent de la voir si faible, si mal défendue. De nouveau, l'inquiétude pèse sur le monde. En serait-on là si les anciens combattants avaient fait leur devoir au lieu d'organiser leurs chéris patriotiques ? On a beaucoup écrit sur la guerre. Jamais on ne l'a évoquée en termes plus simples, plus justes, plus émouvants. Poulaille l'a faite et se souvient. Il la décrit telle qu'elle est, tragique et bouffonne à la fois, stupide et terrible. Elle prend les hommes pour un faire de pauvres bœufs sans morale ni conscience. Elle donne aux salauds l'occasion de commettre quelques canailleries supplémentaires. Dans *Les Rescapés*, nous la voyons du dedans, en compagnie de Magneux. Cet ouvrier anarchiste, sensible et cultivé, n'ambitionne nullement l'honneur de faire un mort ; il subit la guerre et ne lui cède qu'à contre-cœur. Au milieu de la tourmente, il reste lucide et digne. Nous reconnaissons aisément Poulaille lui-même dans ce héros si humain.

A LA GUERRE IL N'Y A QUE DES VAINCUS. *Les Rescapés* illustrent à merveille cette pensée de l'auteur. D'un bout à l'autre du livre, on rencontre les pitoyables victimes du carnage. Ce sont d'abord les blessés de la face, les grands mutilés à qui Magneux rend visite au cours de sa convalescence. Puis les ouvriers arabes de la compagnie nord-africaine. Ceux-ci ont refusé de se battre. On les emploie à des terrassements et on les force à travailler en les privant de nourriture.

« Ils n'avaient qu'à rester chez eux, au lieu de s'engager volontaires, déclarant les grands, encore qu'ils sussent à quoi s'en tenir sur les méthodes d'enrôlement en Afrique du Nord. Combien de fois avaient-ils pu les en-

dre maigrir à ce sujet... Ils disent volontiers : Ah oui, volontaires... En réalité, expliquaient-ils, ils étaient « volontaires » par force ». On tendait une corde dans la rue, on les poussait vers cette corde, ils traversaient pour ne pas tomber, parce qu'on les poussait ; alors, on les inscrivait. On leur donnait quarante francs tout de suite et on leur présentait un papier à signer. On prenait leurs noms, leurs empreintes, on les habillait ensuite avec des vêtements de rebut. Ils étaient alors dirigés sur un centre et là, le premier bateau les conduisait à l'école, d'où on les convoyait jusqu'à la zone des armées ».

Que de pages l'on voudrait citer encore où l'auteur, sans flatter ni vaine littérature, rappelle aux hommes de sa génération, leur lamentable odyssée. On se console de ne pouvoir le faire en pensant que tous nos canaux liront *Les Rescapés*. C'est un très beau roman écrit dans un style simple, familier, une œuvre remarquable du point de vue littéraire, noble et généreuse du point de vue humain.

JEAN REMY.

Manière de Blanc

par Marthe ARNAUD (2)

L'auteur a vécu longtemps parmi les Noirs. Il a cherché à comprendre. Les ayant compris, il les a aimés. Tels qu'ils sont. Avec leurs défauts de primitifs, mais aussi leur gentillesse, leur douceur native. On goûtera d'ailleurs plus le livre de Marthe Arnaud qu'il n'existe, jusqu'à présent, de reportages sur l'Afrique où les notes d'écrivain pressé. On partagera l'émotion de l'héroïne Lise, qui assiste, impuissante, à l'œuvre néfaste des Blancs en pays noir. Les uns, missionnaires à l'ancienne ou longue redingote, imposent leur religion, leur morale, les autres, par d'adroites et d'argent, corrompent les jeunes et font naître les mauvaises habitudes. Si la jeune Lise s'écarter des excès et des violences qui accompagnent les libations ses amis noirs lui répondent « Manière de Blanc ». Et Lise, toute honnête ne peut que déplorer la bestialité de ses compatriotes.

Magellan

de Stefan ZWEIG (3)

Les héros n'accomplissent pas seuls les travaux qui les honorent. Le mérite de Magellan fut de stimuler le courage des hommes qui l'entouraient. Il fut souvent dur et toujours distant à l'égard de ses hommes. Mais sa rigueur, son implacable sévérité était nécessaire. Presque seul parmi les découvreurs de mondes, il se montra doux envers les populations indigènes et sa répugnance à user de la force fut cause de sa mort. Dans un style clair Stefan Zweig, excellent traducteur par Alzir Hella, fait revivre, avec le vaillant Portugais, une époque riche en promesses et en découvertes. C'est de cette époque que datent les temps modernes au cours desquels surgirent d'autres Révélateurs du Globe.

Le panier de crabes

par J. GALTIER-BOISSIERE (4)

Fondé pendant la guerre, aux heures tragiques de 1915, le Crapouillot n'a cessé de croître et d'embellir. Il n'a cessé non plus de lutter contre les bobards de toute nature que propagent les illusionnistes de la politique, de la finance et du commerce. On connaît la verve et le courage de Galtier-Boissière. Ses souvenirs de polémiste ne manquent pas de saveur. La faune de l'après-guerre, nous est présentée avec beaucoup de malice, mêlée d'un peu de roserie. Les crabes de la littérature, de la peinture, du théâtre, du cinéma forment un réjouissant panier. Certains, par leurs travers et leurs manies, laissent prévoir depuis longtemps leurs évolutions présentes. Ainsi Béraud et Dorcelles.

- (1) Editions Grasset.
(2) Editions Sociales Internationales.
(3) Editions Grasset.
(4) Editions du Crapouillot.

SPIRUS GAY EST MORT

Le professeur libre d'éducation physique. Spirus Gay, vient de mourir, douloureusement regretté de tous ceux qui l'ont connu. Nous voulons surtout dire de tous ceux qui l'avaient compris et apprécié.

Spirus fut un honnête, un artiste, un courageux, un homme de cœur. Son sens social était très grand. Il avait appartenu au Parti Ouvrier d'Allemagne ; peut-être avait-il contribué lui-même à le fonder. Son extrême individualisme était en même temps éminemment altruiste. Les deux mots ne jurent pas, quoi que l'on en pense souvent, et j'ai toujours cru que Spirus ne se forgeait continuellement si individualiste, que pour pouvoir ensuite se dépenser davantage pour autrui.

Si son cœur était grand, son intelligence ne l'était pas moins. Ses connaissances en ce qui concerne la lutte contre l'alcoolisme, le tabacisme, et tous les alcoolismes étaient précises et pratiquées jusqu'à l'absolu. Et il s'efforçait, avec l'énergie d'un apôtre, d'en imprégner ses élèves auxquels il dispensait un enseignement empreint de forte pédagogie.

Spirus-Gay fut surtout un être vivant, tout en action. Il travailla pour le sage-pain et pour son art, celui de faire une humanité forte, jusqu'à la veille de sa mort. C'est un Homme qui disparaît.

UNE CONFERENCE DE PATORNI A GAGNY

Vendredi 2 décembre 1938, à 20 h. 45, salle du Café de l'Avenir, 87, route de Gournay (Chénay), réunion publique et contradictoire, organisée par le groupe d'action pacifiste et sociale de Gagny avec Aurèle Patorni :

« Ce n'est pas notre Paix ! »

Invitation à tous les pacifistes et lecteurs du *Libertaire*.

Petite Correspondance

- ♦ Lacaze. Peux-tu passer me voir samedi ou dimanche ?
- ♦ E. Marteau, à Angoulins, bien reçu 10 fr.
- ♦ Sinaeve, à Wambresies : La Société Moutante et l'Anarchie de J. Grave, à la disposition, bon état, 22 fr. 80.
- ♦ Dufour, Bruxelles. Le Roi Charbon ? Union Socialiste contre 9 fr. français plus frais d'envoi, 2 fr. Envoi dès réception de la somme.
- ♦ Pottier Geneviève, 6, rue Anatole-France, Bicêtre, demande des nouvelles de Durruti.
- ♦ Outer est prié passer voir Thérèse à 1 heure, au Croissant.

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris IX. VENDREDI 2

A 20 h. 30, salle des Préaux d'Ecole, 15, rue Turgot.

LE MENSONGE ELECTORAL

Orateurs : Frémont, Barzangette, Ringear, Champenoit.

Choisy le Roi JEUDI 8

A 20 h. 30, salle Lechevalier, carrefour de Pompadour.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

Paris III et IV. A 20 h. 30, salle, 31, rue des Archives.

LA LUTTE DE CLASSES CONTINUE

Orateur : Emile Rambaud.

Paris IX et X. A 20 h. 30, bar de l'Entr'Aide, 40, boulevard Bonne-Nouvelle.

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Orateur : Guennec.

Sannois VENDREDI 9

A 21 heures, salle Léonard, 26, boulevard Maurice-Bertheaux.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Barzangette, Brégeot, Ringear.

Goussainville A 21 heures, salle Chapat, 105 des Nouds.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Gourdin, Vintringner, Le Meil-lour.

Villeneuve-St-George. A 21 h. salle Jouve, 34, rue Francis-Marlin.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Frémont, Virot, Pedron.

Saint-Ouen 21 heures, Eveil de l'Enfance, salle de la mairie.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Lorio, Coudry, Patorni.

Antony MERCREDI 14

Salle Camille, 76, avenue d'Orléans.

OUI, LES ANARCHISTES AVAIENT RAISON

Orateurs : Berger, Barzangette, Frémont.

Les jeunes syndicalistes ne sont pas colonisables à volonté

Nous ne prétendons pas apporter ici une fraîche nouveauté, en répétant aujourd'hui que, dans la G.G.T., le syndicalisme est bien malade, vraiment paralysé.

Se substituant à ce dernier, les partis politiques dirigent la centrale confédérale vers des buts qui ne sont pas ceux du syndicalisme ouvrier.

Par un manque d'éducation syndicale, par une absence totale d'énergie, les ouvriers confédérés ont admis dans leur organisme l'intrusion de clans politiques, lesquels le minent de jour en jour, et le conduisent inévitablement à la faillite.

Il est encore au sein de la G.G.T., et la est tout notre espoir, des hommes, des ouvriers qui ne sont pas seulement des syndiqués, mais avant tout, des syndicalistes conscients, éclairés.

Et puis il y a aussi toute une jeunesse nouvellement entraînée dans la vie économique de la société, nouvellement entrée dans la lutte quotidienne. Une jeunesse qui cherche à apprendre, qui s'éduque, et qui pense.

Nous sommes de cette jeunesse syndicaliste nouvelle. Et nous devons apprendre, chercher dans le livre du savoir, nous devons nous éclairer, nous devons éclairer nos autres frères exploités.

Il ne faut pas ignorer les grandes lignes du syndicalisme. Le syndicalisme pur, celui des Varlin, Pelloutier, Griffuelhes et autres, tous ces vaillants précurseurs qui ont édifié, après force luttes, les chambres syndicales, les bourses du travail.

Les jeunes syndicalistes, groupés aujourd'hui dans la Confédération Générale du Travail ne sont pas prêts pour la colonisation, ne vous méprenez pas !

C'est à nous, jeunes amis, de faire de l'action ! C'est à nous de mener le bon combat ! Ne nous laissons pas abattre ! L'action directe, la grève sont nos seules armes, employons-les. Sans répit, il nous faut lutter. Sachons aller jusqu'à l'extrême, pour tâcher d'être un peu moins malheureux. N'hésitons pas à livrer bataille au capitalisme moribond !

Et sachez, messieurs les enténérateurs du syndicalisme, que nous n'admettons pas plus longtemps, sans perte de combativité.

Nous ne voulons pas faire la grève pour faire tomber un gouvernement, puis en placer un autre identique ; nous voulons l'action directe pour faire crouler définitivement le vieux monde qui nous opprime, et veut faire de nous les esclaves incoercibles du capital. Nous voulons mettre fin à l'exploitation de l'individu par son semblable.

Nous voulons substituer à ce vieux appareil bourgeois qui a fait son temps, un organisme jeune, vigoureux, fort. Une société construite sur de nouvelles bases, à la fraternité, l'égalité, la liberté, reconquerront leurs pleins droits, et leur sens propre.

Notre syndicalisme est révolutionnaire : Oui ! Nous le voulons comme il fut, apolitique, indépendant, libre de toute chaîne partisane. Et là seulement, il pourra retrouver la route de la Révolution, et reprendra sa marche vers l'émancipation totale du monde du travail.

Jeunes ouvriers ! Evouons donc dans ce sens !

R. CHRISTIAN.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Enseignements d'un insuccès

Après cette grève malheureuse, le prestige de la puissance syndicale se trouve compromis aux yeux de la bourgeoisie. Quelles terribles conséquences cela peut avoir pour l'avenir immédiat du mouvement ouvrier ? Mais quelles lourdes responsabilités portent alors, tous nos dirigeants syndicaux qui n'ont pas su, ou pas voulu créer un esprit syndicaliste, parmi les milliers de travailleurs qui ont rejoint la G.G.T. en 36 Car en dehors de toutes les conditions défavorables qui ont précédé cette grève, l'inconscience et la lâcheté d'une grande partie des syndiqués ne peut se dissimuler.

Et c'est là qu'apparaît la faiblesse de propagation de l'idée syndicaliste dans les cerveaux ouvriers. On s'est plus préoccupé à la G. G. T. de fanatiser les masses, pour vénérer tel ou tel chef syndical, que d'inculquer une conscience de classe aux cotisants afin d'en faire des syndicalistes dignes de posséder une carte syndicale dans leur poche. Parmi tous ces nouveaux venus au mouvement syndical, la partie jeune aurait dû retenir particulièrement l'attention des responsables des syndicats. Car c'est dans cette jeunesse que la G.G.T. aurait dû percevoir l'élément qui lui permettrait d'insuffler un dynamisme à toute cette masse de syndiqués, et de trouver là le réservoir de militants dans lesquels elle puiserait les forces nouvelles que réclament les cadres d'une organisation comme la G.G.T.

Les anarchistes ont de tous temps préconisé l'éducation sociale parmi la classe ouvrière, condition essentielle pour son émancipation totale.

En négligeant ce facteur éducation, la G.G.T. nous prouve qu'elle entend limiter l'émancipation de la classe ouvrière à des revendications de salaire, et encore dans la mesure où cela n'entrave pas l'action des

politiciens qu'elle possède dans son sein.

Créer une dignité de travailleur libre, un esprit de classe, cela nécessite une éducation prolétarienne, parmi les ouvriers et plus particulièrement encore parmi les jeunes. Car si le syndicalisme ouvrier avait su conquérir toute la jeunesse ouvrière, l'intéressant aux luttes syndicales, l'éduquer pour en tirer le maximum de militants conscients, cela aurait été une garantie d'avenir pour le mouvement ouvrier, et l'assurance que le mouvement syndical ne connaîtrait plus de défaite.

Il aurait fallu que le mouvement syndical ne prenne pas copie sur les Jeunesses Communistes pour intéresser les jeunes ; loisirs et distractions ne sont que des a-côtés du problème des jeunes, il était nécessaire de conserver les jeunes syndiqués pour d'autres buts, et par d'autres moyens.

L'enseignement des luttes syndicales, l'histoire de la G.G.T. ne sont pas des choses fastidieuses pour les jeunes, bien au contraire, car tout ce qui relate les faits d'action les passionne. C'était là un des sujets qui pouvaient constituer la base de l'éducation syndicale des jeunes. Pour ne pas l'avoir fait, on courra demain le risque de les voir désorientés et désemparés se jeter dans les bras d'un sauveur à la Doriot ou à la La Rocque. L'éducation prolétarienne doit être à la base de toute organisation qui se réclame pour l'émancipation de la classe ouvrière. Il faut tout autre chose qu'un esprit de foule, il faut inculquer aux travailleurs une conscience et une morale prolétariennes. Et que l'on prenne garde si l'on veut continuer à négliger ce côté de l'émancipation de la classe ouvrière, car c'est sera fin des grands idéaux de libération et la voie sera ouverte au fascisme pour asservir à tout jamais les travailleurs.

R. CARON.

Le bataillon des sans-amour

Parmi les problèmes que la société décadente pose à la sagacité des hommes, il en est un particulièrement douloureux : l'enfance malheureuse.

Un matin, un scandale éclate. Un journaliste en mal de copie s'en empare, le gonfle démesurément. On fait une enquête, on réclame des réformes, on exige des sanctions. Puis la conspiration du silence se fait, l'oubli vient. Jusqu'au jour où un autre scandale éclate à son tour.

Personne n'a oublié les révoltantes révélations, qui, il y a quelques mois, ont été faites sur les maisons dits d'éducation surveillée. Ces révélations, personnellement, nous ne nous en souvenons plus, mais nous nous souvenons d'une profonde impression. Pour des motifs que nous ne saurions approuver, Alexis Danan s'est fait le champion de l'enfance malheureuse. Et les lecteurs se sont émus, et les lecteurs ont oublié, et rien n'a changé.

Depuis longtemps déjà, les pédagogues bien pensants ont effleuré le problème. Ils ont laissé déborder leurs cours, à tant la ligne. Il y a quelques années, un film américain traitait cette question. Dans un camp entouré de hauts grillages, surmonté d'un mirador où un garde-chiourme armé d'une mitrailleuse montait la garde, il y avait la vie des pauvres enfants, les enfants qui avaient été conduits là. Il devait leur combiner du personnel, du directeur abusant sans vergogne et pour leur propre profit, de leur situation. Le réalisateur de ce film les dénonçait non pas à la façon de Mirbeau, mais comme tout bon cinéaste bourgeois l'aurait fait.

Il y a quelques années, un autre film, « Prison sans barreaux », traitait le même sujet, d'une façon plus sentimentale et moins violente. Mais aucun ne posait le problème exact. Aucun, excepté toutefois l'admirable film, « La rue sans issue », la censure en a d'ailleurs interdit le doublage en français. Mais à part ces rares exceptions, tous les cinéastes officiels envisagent la question sous le même angle : comment gouverner un bagne d'enfants ? Mais il est un problème qu'ils n'effleurent qu'avec prudence : comment ne pas remplir ces bagnes ? Poser ce problème, c'est déjà condamner la société dont ils tirent leur grasse prébende. Car tous ces gosses, que l'on ne veut pas présenter comme des criminels préco-

ces, ne sont que les victimes de la société, de l'ordre, de la morale établie. Que leur reproche-t-on ? Celui-ci a été condamné pour vagabondage ; mais à la maison un père ivrogne et brutal le battait. Celui-là a commis un larcin qui méritait tout au plus une correction ou une réprimande. Cet autre a peut-être été offert en holocauste à l'amour d'une marâtre. Tous ces malheureux auraient pu avoir une vie morale si l'amour, la tendresse que réclame un enfant ne leur avaient pas fait défaut.

Et c'est pourquoi il y a des bagnes d'enfants. Et c'est pourquoi les scandales continuent. Un autre vient d'éclater.

A Nice existe une maison privée qui s'est donnée pour tâche d'accueillir, en vue de leur « redressement », des mineurs défectifs, arriérés, pupilles, et autres : la fondation Lenoir.

La direction en fut confiée à M. Debanne. Ce M. Debanne est capitaine de réserve. C'est sans doute ce qui a séduit la fondatrice de cette « œuvre ». Un capitaine, même de réserve, doit avoir assez de poigne pour mener cette bande de jeunes voyous. Il en avait, et même il en avait trop. Car s'il était capitaine, il était aussi paillard, et comme il l'a avoué lui-même, c'était une brute sadique. Son principal plaisir consistait à martyriser ses pensionnaires, jusqu'au jour où un enfant à demi mort dut être transporté d'urgence à l'hôpital. On fit une enquête. Rapide, paraît-il, le juge d'instruction ayant décidé d'amener l'affaire. Si rapide qu'elle fut, et si soucieux qu'on se montrât de limiter la découverte, l'enquête révéla que « 38 mineurs avaient été frappés plus ou moins brutalement : coups de poing, coups de caroline (martinet portant un poids à chaque extrémité), cachot, asommades ». Et le procureur précisait : « Toutes les brutalités ont été commises sur de pauvres êtres sans défense, et ce pour des motifs les plus futiles. Les enfants apeurés, abrutis par les privations, les coups, le cachot, n'osaient rien dire, et Debanne aurait continué longtemps ses agissements si, à la fin, poussés à bout, ces enfants ne s'étaient révoltés contre son attitude ».

Même le procureur de la République est indigné devant ces révélations ! A tel point qu'il justifie la rébellion !

Encore un détail. Le cachot de la Fondation Lenoir n'était autre que la cave ; on y laissait parfois les enfants plusieurs jours, après d'un appareil de chauffage central !

Le sieur Debanne fut donc déferé au tribunal correctionnel de Nice. Mais les juges, bourgeois intégrés de cette société pourrie, furent plus logiques que le procureur. Ils pensèrent sans doute que Debanne avait, peut-être d'une manière un peu personnelle, contribué au respect de l'autorité, une des bases du régime ; et le sadique fut acquitté.

Ce qui fait dire à Alexis Danan : « ... Si les juges de ce pays continuent ainsi à méconnaître leur devoir, rien n'empêchera que surgisse un jour, plus prompt et moins dérisoire, une justice de remplacement ».

En quoi nous sommes parfaitement d'accord. Votre justice n'est certainement pas la nôtre, mais nous sommes d'accord sur le principe.

J. N.

Faites des enfants...

Dernièrement, aux assises de l'Aisne, a été jugé Adèle Fovet coupable d'avoir noyé ses trois enfants.

Pitoyable destinée : Adèle Fovet était l'aînée d'une famille de douze enfants. Quoi qu'en disent les chanteurs des familles nombreuses, la vie ne régnait pas dans cette « lapinière ». La malheureuse enfant devait loger ses frères et sœurs, assister aux batailles de ses parents, prendre la part de coup.

Quand elle eut l'âge, elle partit travailler aux champs, elle connut un jeune homme qui, en deux ans lui fit deux enfants. Puis elle se maria avec un autre ; un troisième enfant survint. C'est alors que le drame commença. Son mari lui reprocha sans cesse ses deux « bâtards ». Son beau-père fut son possible pour la séparer de son fils. Lasse d'être battue, elle décida de mourir avec ses enfants. Mais si la rivière est assez profonde pour les gosses, elle ne l'est pas pour elle. Elle nage ses enfants et va se pendre. Mais la corde casse, et la voilà devant les juges, résultat : quinze ans de travaux forcés. Les véritables coupables, l'amant et le mari se donnent d'affectionnelles bourrades et vont boire le verre de la réconciliation.

PAPILLONS DE LA J.A.C.

La J.A.C. a édité une nouvelle série de papillons au prix de :
20 francs le mille.
11 francs les cinq cents.
2 fr. 50 le cent.

Plus 10 % pour les frais d'envois, recommandation en plus.

Nota : Il ne sera fait aucun envoi contre remboursement.

LYON

Au Cercle Amical d'Etudiants

Le jeudi 24 novembre, au siège, 212, rue de Créqui, Maurice Cesbron fit une très intéressante causerie sur : Instruction et Evolution. A l'aide de citations précises, il démontra l'influence du savoir dans l'amélioration des conditions humaines. Après un large tour d'horizon, historique et politique, il conclut en ces termes : « Pas de force instruction, pas de profonde évolution, sans la liberté qui engendre des pensées saines et fortes avec lesquelles se construisent les édifices nouveaux ». Notre camarade Maurice Cesbron promit pour le jeudi suivant une conférence brûlante d'actualité, qui doit rencontrer un succès encore plus éclatant : De la procréation inconsciente à l'antisémitisme et à la guerre. Pour tout ce qui concerne le Cercle, écrire à Louis Randon, 2, place Meissonnier, Lyon, 1^{er}.

UNE MOTION DE LA FEDERATION ANARCHISTE DE GRANDE-BRETAGNE

Londres, 27 novembre 1938.

Gamarades,
La résolution suivante a été votée à l'unanimité par les camarades à notre meeting hebdomadaire, aujourd'hui dimanche 27 novembre 1938.
« La réunion des délégués de la Fédération Anarchiste de Grande-Bretagne exprime sa solidarité avec les travailleurs révolutionnaires français dans leur lutte contre les mesures réactionnaires du Gouvernement. »

Fraternellement.

R. V. Sturgers.

HENRY POULAILLE

PAIN DE SOLDAT

Roman

I. Pain de soldat

Un volume de 500 pages. 24 fr.

II. Les Rescapés

Un volume de 350 pages. 24 fr.

GRASSET

Notre camarade Poulaille dédicacera les livres qui nous seront commandés au *Libertaire*.

LA MILITANTE A LA PAROLE

Les officines de la charité bourgeoise et leur malfaisance

Je voudrais, dans ce premier article, faire entrevoir l'exploitation odieuse que subit de toutes parts la sensibilité féminine et spécialement par les officines nationales.

Cette sensibilité, si propre au sexe faible, qui pourrait être l'harmonie et l'enchantement d'une société future, cette sensibilité, modération de la force qu'exercent parfois si injustement et si brutalement les hommes, n'est jamais sollicitée en vain. Sans cesse elle subit des assauts ; pleurnichants appels sur la détresse des enfants, des familles pauvres qui ont le « bon-heur » d'avoir une « âme charitable » se précipitant avec sollicitude sur leur malheur, malheur dont ce système ignoble, contre lequel nous bat-tillons, est cause, qui seul en porte la responsa-bilité et devrait les secourir. Certes, la solidarité désintéressée que seuls pratiquent les gens de pé-tite condition est magnifique car ils savent, eux ce qu'est se « perdre la sentine » mais elle est malheureusement insuffisante devant la mi-sère sans cesse grandissante. Ce « commerce » est tenu par l'entraide des Femmes de France, la Croix-Rouge, et d'autres associations d'œuvres sociales de ce genre dont l'idéal ap-parait splendide si l'on ne cherche à comprendre la machination qui se trame derrière les buts profondément humains. Qui en fait les frais et qui en tire les bénéfices ? Souvent votre sensi-bilité, femmes, fautive votre jugement. Le cœur parle, la raison se fait.

La Croix-Rouge dans ce travail se distingue particulièrement. Nous avons pu nous en rendre compte plus spécialement durant les événements graves qui nous ont secoués. Ses éloquentes et touchants appels patriotiques en vue de la dé-fense de nos « libertés » et surtout des capitaux de ceux qui la soutenaient, ses cours rapidement installés devant créer les éléments indispen-sables pour fournir et réparer la « matière pre-mière » nécessaire à la défense de l'appareil ca-pitaliste qui nous opprime. Et surtout, avez-vous lu ce « prospectus à conserver » ? Il invite « la femme française à se rendre utile à sa fa-mille et à la France ». La France, c'est-à-dire la propriété de ceux qui habitent les principales fa-cultés de leur bien-être. Plus loin : « C'est un grand honneur quand, après les batailles, les soldats blessés sont confiés à ses (Croix-Rouge) soins ». Pour cela « il faut de l'argent, du dévouement, une solide organisation ». La gé-nérosité de la France ne laisse aucune inquié-tude sur le premier point. « Le dévouement est la qualité naturelle de la Française ». Et pas des autres femmes ? « L'organisation doit nous préoccuper... ». Toutes les femmes peuvent et vent devenir auxiliaires. Elles savent comment maintenir en bonne santé les nourrissons qui sont l'espoir de la France victorieuse. « Pour-quoi pas simplement pour les préparer à la joie de vivre en bonne santé. Derrière ces mots prometteurs on lit : « Ils serviront, quand ils seront beaux et forts, d'engrais à la terre qui leur aura eu l'innocence de défendre, ils doivent remercier par leur mort « glorieuse » ce bon-heur de vivre qu'on leur a donné ! »

«... Dans cette guerre pacifique (croisade contre la maladie) les femmes seront au premier rang et répondront à l'appel de la Patrie com-mune et ont répondu les hommes de la grande guerre.

Une Causerie d'Henry Poulaille
LA MUSE ROUGE
SUR GASTON COUTE

Le groupe des chansonniers révolutionnaires donnera sa causerie mensuelle, le samedi 3 dé-cembre, en soirée, salle du Coq, 14, avenue d'Ita-lie (Métro et autobus place d'Italie).

Au programme, une causerie de H. Poulaille sur G. Couté, les chansonniers et artistes : F. H. Jolivet, H. Florent, G. M. Gouté, Clovis, Jane Montell, C. Aubry, R. Toziny, L. Banvil, Marga Tozy, Marie Claire, M. Brubach, Christophe, etc. Invitation cordiale à tous. Entrée : 3 fr.

Elles seront alors mieux préparées à jouer un rôle utile si une catastrophe nouvelle frappait notre pays. Voilà guérir le présent, préparer la destruction de l'avenir. Sentez-vous tout l'es-prit nationaliste, cette recrudescence de chau-vinisme qui s'exhale de ces phrases, masqué par cette œuvre splendide : combattre la ma-ladie.

Pourquoi aussi, votre sensibilité se laisse-t-elle si facilement impressionner par ces mots : « Honneur, Patrie, Devoir », pour lesquels vous donnez « héroïquement » vos oses, votre com-pagnon, vos frères. Ces choses-là ne nous re-gardent pas. Mais cet organisme sait tout ce qu'on peut tirer de vous en faisant vibrer cer-taines cordes. Ne vous enlevez pas, ne jouez pas aux infirmières bénévoles, vous en obtien-drez bien sûr une médaille, mais cette médaille sera le témoin de votre complicité au crime uni-versel que l'on prépare.

La Croix-Rouge, les Dames de France, les J.O.C., et peut-être bientôt le P.C., Jeunes Communistes, sont les succursales du clérice-risme, du capitalisme, du capitalisme, qui, sous les traits d'une honteuse bonté, à l'encontre des théories du Christ, jette les hommes les uns contre les autres pour les intérêts des heureux de ce monde.

Non, femmes, votre sensibilité ne doit pas se laisser attirer inutilement devant la misère vou-lue par les profiteurs de toutes catégories, par le devoir de défendre la « Patrie » en dan-ger. Crever de faim ici ou ailleurs, le résultat c'est la misère, la souffrance qui, elles, n'ont pas de patrie, comme l'argent qu'on leur oppose ro-iquement. Exigez non pas des paroles douce-reuses, des assurances humanitaires, mais des ac-tes. Tout le monde doit avoir le droit de profiter des bienfaits que nous offrent la nature, le progrès. Encore une fois, ne vous laissez pas attirer par ces officines qui loin de répandre la joie, la distribuent parcimonieusement et qui n'existent que parce que la misère est reine aux yeux de ceux qui l'ont instituée.

Où, femme, garde ta sensibilité, qui fait ton charme, pour d'autres lieux et d'autres temps, distribue-la comme un don précieux. Regarde en face le régime qui t'opprime, qui oppresse les fleurs, et loin d'en avoir l'inspiration, com-bats-le avec ardeur. Secoue cet atavisme scé-laire qui fait de toi un être faible sans aspi-ration, sans force, balancé au gré des évé-ne-ments, montre ta volonté, ton énergie et viens avec nous lutter pour que la justice et le bon-heur l'emportent sur l'iniquité et la douleur.

ROSETTE BARTEL.

COMMUNICATIONS DIVERSES

♦ Fête annuelle du Club Paris-Nord des Au-berges de Jeunesse. — Le 3 décembre au Centre des Loisirs du 18^e, 169 bis, rue Marcadet. Partie Artistique de 21 h. à 24 h., avec le concours de gosses d'Espagne ; Bal jusqu'à l'aube. Entrée : 7 billets de 10 francs à 0 fr. 95. Ouverture des portes à 20 h. 30.

♦ Il nous manque pour la collection du « Li-bertaire » le numéro 488 du 7 février 1936. Nos remerciements d'avance le ou les camarades qui pourraient nous le procurer. S'adresser à Schek.

♦ Un numéro de l'Ecole Emancipée consacré à la lutte contre la guerre paraîtra le 11 décembre 1935, avec la collaboration de Dommanget, Guil-lot, Richard, Segret, Nungesser, etc. Il contiendra des opinions à connaître même si on ne les ap-prouve pas entièrement. Le numéro 1 franc. Par-tout où il y a des librairies.

♦ Université Populaire de la Jeunesse. (Sociétés Savantes, 8, rue Danton). — Mardi 6 décembre à 21 heures, Aurèle Patoir, Henry Marx, les forces productives et inter. de l'individu, Jean San-terre « Ma Révolution ».

Lisez tous les jeudis le programme dans « Libération ».

♦ Université Populaire de la Jeunesse. (Sociétés Savantes, 8, rue Danton). — Mardi 6 décembre à 21 heures, Aurèle Patoir, Henry Marx, les forces productives et inter. de l'individu, Jean San-terre « Ma Révolution ».

Lisez tous les jeudis le programme dans « Libération ».

♦ Université Populaire de la Jeunesse. (Sociétés Savantes, 8, rue Danton). — Mardi 6 décembre à 21 heures, Aurèle Patoir, Henry Marx, les forces productives et inter. de l'individu, Jean San-terre « Ma Révolution ».

Lisez tous les jeudis le programme dans « Libération ».

Le coin des chômeurs

Des contradictions criminelles du régime capitaliste

Par le chômage voulu, organisé et aggravé par le capitalisme, des milliers d'enfants de chô-meurs meurent de misère ou de maladies con-secutives à la misère. Tels enfants qui résiste- raient à la dureté des intempéries ou du froid, quittent cette société ingrate après un martyre toujours trop long et toujours au désespoir des parents ; alors que d'autres qui ne manquent de rien subsistent et grandissent dans l'igno-rance des misères sociales et dans la haine des yeux en guenilles qui font taches dans la mul-titude des honnêtes gens qui se promènent chaudement vêtus sur les grands boulevards où aux terrasses des grands cafés mûrs chaudes que les taudis des pauvres diables.

Heureux se disent encore ceux qui habitent les taudis mal chauffés en constatant qu'un grand nombre de malheureux peuplent les hôtels de nuit, couchent sous les ponts, aux entrées de métros ou dans quelques coins plus ou moins à l'abri du vent et de la pluie.

Parallèlement à la hausse du coût de la vie, la misère des pauvres grandit et leurs souf-frances s'accroissent.

Les dons, les secours qui leur parviennent d'un bout ou d'un autre sont cruellement insuffisants et deviennent presque ridicules ; cette société que nous subissons, détiend actuellement tout ce qu'il faut pour rendre la vie supportable à tous par la science qu'elle exploite ; le progrès industriel qui se multiplie nous permet de la traiter de société criminelle, mais par haine de classe ceux qui possèdent se désintéressent de ceux qui n'ont même pas de quoi, en tra-villant, satisfaire à tous leurs besoins.

On nous dira peut-être que nous exagérons du fait d'avoir institué des caisses de compen-sation. On nous citera peut-être aussi l'organi-sation de fêtes à l'occasion de Noël et du Jour de l'An et bien d'autres encore ; loin de nous l'idée de critique à ce sujet, nous reconnaissons le bon côté de ces fêtes de bienfaisance, mais il nous faut reconnaître aussi que tout cela est totalement insuffisant et pas toujours désinté-réssé.

Mais ce qui est plus grave et qui condamne mieux que tout le reste la société capitaliste que nous subissons c'est que, constatant la misère rougeuse de l'humanité, les maux so-ciaux ou autres qu'elle engendre, le manque de volonté de mettre fin à tous ces maux, alors que toutes les possibilités existent ; cette so-ciété applique et applique encore le sort des êtres humains qu'elle exploite et qu'elle con-damne à la misère et à subir tous les maux que celle-ci engendre toutes les familles des mal-heureux rejetés de la production par l'ineurie du régime.

C'est pourquoi nous disons aux chômeurs comme aux travailleurs : « Ne comptez que sur vous-mêmes pour détruire tout ce qui est mau- vais en ce monde et reconstruire un monde nouveau qui ne connaîtra le mal que par l'his-toire du passé ».

Depuis toujours les anarchistes et les syndi-calistes dignes de ces appellations vous l'ont répété et le répéteront jusqu'à ce que vous l'ayez compris et que vous ayez trouvé la vo-lonté d'action qui conduira au but que nous poursuivons : une société sans maître et sans dieu où chacun consommera selon ses besoins normaux et produira selon ses forces physiques et intellectuelles.

Hors de là ne sera de salut ; le chômage et tous les maux sociaux subsisteront.

FRANÇOIS ROSE.

Le « Libertaire Syndicaliste »

L'action contre les décrets-lois à Lyon

Combien étaient-ils ceux qui, samedi matin, manifestaient à Lyon contre le renégat Daladier et son roquet Paul Reynaud ? 30.000, 40.000 ? La presse locale ne le dit pas et parle seule-ment d'une « foule imposante ».

De la place Morand à la Bourse du Travail ce fut un long défilé des adhérents de tous les syn-dicats qui avaient répondu en masse à l'appel de leurs organisations. Et chose plus singulière il n'y eut presque pas de cris, contrairement à l'habitude. A part quelques petits groupes tapa-teurs qui braillaient le slogan ridicule « Thorez au pouvoir ! » on sentait que cette foule se pré-parait à agir et, dédaignant les vains mots d'ordre politiques, montrait sa force dans le calme qui précède les grandes batailles. Devant la Bourse, se tint un meeting où les leaders syn-dicaux exposèrent leur point de vue sur la lutte à venir. Une belle phrase à l'actif de Vivien-Mérie : « La démocratie politique est impuls-sante, place à la démocratie ouvrière ».

A l'heure où paraîtra ce journal la journée de grève générale sera terminée. Que sera-t-elle ? Et suffira-t-elle pour faire comprendre à Dal-a-dier qu'il lui faut s'en aller ?

Je souhaite d'assez mauvais prophète, mais je ne le pense pas. 24 heures de grève ne suffisent pas à la C.G.T. aurait dû décréter la grève générale illimitée jusqu'à l'abrogation totale des décrets-lois.

Nous serons, nous les anarchistes et les syn-dicalistes révolutionnaires, à l'avant-garde de la bataille. Mais dès à présent nous crierons « casse-toi ! » à la classe ouvrière si celle-ci se figure que Reynaud et le « Taureau » une fois partis l'alerte sera terminée. Il faudra qu'elle sache ré-sister aux sirènes politiciennes qui une fois de plus tentent de lui faire lâcher la proie pour l'ombre. Le système capitaliste est condamné et quelle que soit la nuance de l'homme politique qui demain prendra le pouvoir il ne pourra que gouverner au détriment des conquêtes ouvrières.

Lutter pour permettre que Blum et Thorez remplacent Daladier, c'est donner un coup d'épée dans l'eau et la classe ouvrière doit se battre pour affaiblir de plus en plus le régime afin de lui faire lâcher la proie pour l'ombre. S'écroulera pour faire place à celle des temps nouveaux, où les ouvriers géreront eux-mêmes les usines sous le contrôle syndical et où les parasites, patrons et bureaucrates politiciens n'existeront plus.

C'est à cette tâche que les anarchistes con-vient les ouvriers.

MAURICE LAVOREL.

CENTRE SINDICAL
D'ACTION
CONTRE LA GUERRE

Nous informons nos correspondants de la ré-gion parisienne et de la province que toutes les éditions demandées par la conférence natio-nale du 6 novembre dernier (affiches, cartes d'abonnés, cartes postales illustrées, tracts en quatre langues et Feuille bi-mensuelle) seront à leur disposition des vendredi matin 2 décem-bre.

Ce vendredi, de 9 h. 30 à 12 h. et de 11 h. 30 à 20 h., ainsi que le lendemain samedi de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. 30 à 17 h. 30, des camarades tiendront une permanence au Syndicat des correcteurs, 87, rue Turbigo, troi-sième étage, pour délivrer ce matériel.

Dès lundi 4, expédition sera faite aux grou-pes n'ayant pu en prendre livraison.

LA GREVE DE MERCREDI

Mercredi, le mouvement syndical a manifesté sa puissance. Tous nos camarades ont fait leur devoir syndicaliste. Partout ils ont démontré que les décrets-lois sont la conséquence, de la

David acquitté

C'est le 21 et 22 novembre que notre camarade David passait devant les assises de la Loire où il fut acquitté, reconnu non coupable. Le pa-tron, les fascistes locaux, la parti communiste et notre Union départementale ont eu beau faire citer de faux témoins qui avaient tout vu et qui à la barre des assises dévoilèrent leurs faux té-moignages, et faire marcher Seïve, ancien révo-lutionnaire de la région parisienne aveuglé par la haine ; tout cela, pour se débarrasser 1^{er} de Garnier, secrétaire du Bâtiment de Saint-Etienne ainsi que secrétaire régional ; 2^e supprimer Da-vid, secrétaire des Plombiers-zingueurs et Bidault tout partisans acharnés de l'indépendance syn-dicale. Ah, si le coup avait réussi, après eux il y aurait eu une autre charrette.

Mais devant la lâcheté, il y eut des syndi-cats qui prirent leur défense et des militants éprou-vés qui se mirent à l'œuvre pour leur libéra-tion. N'est-ce pas ? Frachon, Labrousse, Arra-chard, vous qui essayèrent notre résistance et qui faites forces de repartir tête basse sans avoir pu assurer vos réunions. Oh, il y eut des résistan-ces, quelquefois presque tragiques comme celle du 1^{er} mai. Le meeting Frachon à Saint-Etienne, le congrès de l'U.D. Mais qu'importe ce qui nous est arrivé, puisque nous avons pu les sortir des griffes de la bourgeoisie. Mais les manœuvres ne cessent pas même après l'acquiescement, le « Matin » journal fasciste déclara David anar-chiste, parce que dès le premier jour on savait que David ne pouvait être puni, alors le mot anarchiste aurait peut-être influencé les jurés.

Quand à nos communistes qui après le ver-dict trouvent encore le moyen de n'être pas content et qui, dans l'« Humanité », crient au scandale parce qu'on l'a acquitté, qu'ils fassent attention. Maintenant que la vie de ce cam-a-rade n'est plus en jeu, il se pourrait qu'ils se fassent tirer les oreilles, histoire de rire en pu-blic, nous leur avons toujours promis, pour-quoi ne le ferions-nous pas un jour ? Nous avons tenu la promesse de faire le nécessaire pour la libération de David ; nous pouvons tenir celle-là.

Le bureau confédéral après être resté 7 mois dans l'abaissement a nommé une commission d'enquête. Nous avons vu les résultats ils sont en la faveur du Comité de défense Garnier, Bi-dault, David, qu'attend-il pour le communiquer aux syndicats, et pour apporter sa solidarité à-tent-il que nous nous saignons jusqu'aux os pour payer le reste des frais.

L'affaire Garnier, David a ouvert les yeux de beaucoup, pas seulement dans la Loire mais dans de nombreux syndicats qui nous ont prou-vé leur solidarité.

Cette affaire n'est pas encore classée pour nous, nous aurons l'occasion d'y revenir.

Un groupe de syndicalistes,
défenseurs de Garnier-Bidault-David.

La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la I. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argen-teuil, Aubervilliers, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bon-dy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, Drancy, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Gournay, Les Lilas.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, l'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Mon-teuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontoise, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Viry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Car-cassonne, Chambéry, Concarneau, Confort, Di-jon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Glaude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Inter-local de la Thirache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Graponne, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Marseille (Saint-Loup), Saint-Henri-Marseille, An-tibes, Fréon, Chaumont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE

4^e et II^e, III^e et IV^e, IX^e, X^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Bobi-gny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Genne-villiers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vin-cent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

UNION ANARCHISTE
FEDERATION PARISIENNE

Assemblée générale des adhé-rents de la Région parisienne

SAMEDI 10 DECEMBRE

à 20 h. 30, salle Dupetit-Thouars

10, rue Dupetit-Thouars

(Métro : République)

Ordre du jour : 1^o Les dan-gers de guerre ; 2^o La situation

actuelle. Rapporteur : Frémont.

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XX^e

L'on a souvent reproché aux anars qu'ils étaient des rêveurs, mais nous voudrions don-ner ici un petit aperçu de l'activité de l'Union Anarchiste. L'on a reproché à l'Union Anarchiste qu'elle n'était pas capable de s'organiser pour faire respecter nos affiches et que l'on pourrait bien aussi faire des démonstrations que les anars ne sont pas décidés à se laisser faire par ces quelques malheureux pauvres bourgeois qui ne savent même pas pourquoi ils recouvrent nos affiches. Nous avons toujours respecté les affiches des autres organisations antisocialistes, mais il ne faudrait quand même pas que le P.C.F. se croit tout permis, l'on n'est pas du pays de Staline 1^{er}. A bon entendre salut ! — Le Groupe.

ARGENTEUIL

Les minoritaires s'organisent et un comité local d'action est en voie de formation, sur des bases purement locales ; incessamment des déci-sions seront prises afin de déterminer le travail à accomplir pour le groupe libertaire. Nous in-vitions les copains à être ponctuels et à redoubler d'efforts.

Il est entendu que les sympathisants peuvent venir assister aux débats et même y apporter leurs points de vue. Camarades, ouvrez l'œil et songez à vous défendre car vous seuls êtes qua-lifiés pour savoir ce que vous avez à faire. Au sujet de la diffusion de notre organe, tout porte à croire que la vente va augmenter encore d'ici peu. Si les copains veulent venir nous aider ils seront les bienvenus.

Bientôt nous allons faire éditer un bulletin bi-mensuel local, et nous dénonçons tous ceux qui empoisonnent la classe ouvrière. — Pinot.

CHAMPIGNY

Les membres de l'Union Anarchiste et de la J.A.C., seront présents à la réunion du groupe de Nogent-Champigny-Le Perreux, à la salle ha-bituelle 169, bd de Nogent, à Champigny, le sa-medi 3 décembre à 20 h. 30. Présence indispen-sable de tous les militants du groupe.

PLESSIS-ROBINSON

Mardi 22 novembre 1935 nous sommes allés à une réunion de la loi électorale, organisée par le parti socialiste.

Ayant quelques questions à poser concernant les attributions de la cité-jardin. Office pub-lic de la Seine dirigé par le socialiste Henri Sel-lier — nous n'avons pas cru devoir attendre que le dernier orateur ait fini de parler pour faire notre contradiction. C'est dès le début de la séance que nous avons occupé la tribune.

Notre intervention n'eut pas l'air de plaire à l'ex-ministre Marx Dormoy qui ne nous la pas caché dans son exposé, au cours duquel il nous en a sorti de toutes les couleurs. A l'en croire, ce serait grâce au matériel, qu'en tant que ministre de l'Intérieur, il aurait fait passer en Espagne, que nos camarades, doivent de ne pas avoir été battus. Les staliniens revendiquent déjà cet honneur et malgré ce, la guerre civile en est à son troisième hiver.

A la suite de cette réunion, qui fut à certains moments plutôt houleuse, les esprits se sont excités au point que l'un des auditeurs social-istes, samedi après-midi, sans provocation aucune, frappé d'un coup de poing en pleine figure un de nos camarades qui était intervenu. Est-ce que le parti socialiste s'inspirerait des méthodes fascistes ? Nous devons faire savoir à tous les travailleurs qu'ils nient à se méfier des partisans de Dormoy et Sellier comme des gar-des mobiles. — A. Voisin.

VOIX DE PROVINCE

ALGER

Appel aux camarades sédentaires
Les camarades libertaires ou sympathisants, que leurs occupations ou leur éloignement de notre centre empêchent de participer active-ment aux travaux du Cercle, sont instamment priés d'apporter leur appui effectif aux militants ac-tifs en s'imposant une souscription volontaire.

Ces souscriptions peuvent être effectuées soit par un versement unique, soit par versements mensuels qui sont, ou versés à notre local, ou encaissés à domicile suivant le désir des ca-marades donateurs. L'anonymat le plus absolu leur est garanti si tel est leur désir.

Les sommes ainsi versées peuvent être affectées à un but précis par les souscripteurs : lo-cal, bibliothèque, propagande, solidarité, caisse de secours, etc.

Les moyens d'action des militants actifs, for-

cement limités à leurs maigres ressources, leur font une obligation de lancer cet appel. Le Cer-cle ne veut pas seulement vivre, il veut se dé-velopper, il veut s'élargir, il veut s'émanciper sa-vamment. Donnez lui en la possibilité : vous aurez ainsi la satisfaction de participer directement à l'expansion de notre mouvement libertaire en Algérie.

Camarades sédentaires, aider les militants ac-tifs est pour vous un devoir. Nous comptons sur vous ; à l'avance et à tous, merci. — La C.A.

La C.A. rappelle le calendrier hebdomadaire de la salle de réunion, 6, rue Lecoq. Tous les lundis, de 18 à 20 heures, permanence de la F.A.A. ; tous les mardis à 18 heures, cours gra-tuits d'espéranto ; tous les mercredis, de 18 h. 30 à 20 heures, la salle est réservée à la S.I.A. (permanence C.A. et commission de propa-gande) ; tous les vendredis de 18 à 20 heures S.I.A. (permanence et service de colis postaux individuels pour l'Espagne républicaine) ; tous les dimanches matin à 9 h. 30, réunion générale du Cercle.

La C.A. informe les adhérents qu'une section du Centre Syndical d'Action contre la guerre s'est constituée à Alger. En conséquence elle in-vite tous ses membres syndiqués à la C.G.T. à donner leur adhésion à cette section du C.S. A.C.G. en apportant aux camarades fondateurs leur concours le plus absolu.

BREST

La journée du samedi 26

En notre ville, à l'appel de la Bourse de Tra-vail, accoururent des milliers de travailleurs pour protester contre les décrets-lois.

Après que les deux orateurs eurent parlé, un long cortège parcourut la ville, en chantant les hymnes révolutionnaires et conspuant vigou-reusement le gouvernement et après une courte allocution du secrétaire de l'U.D. se dispersa en se donnant rendez-vous à la Maison du Peuple, le mercredi matin.

Camarades travailleurs et hommes de pensée libre, luttent contre les décrets-lois Daladier-Reynaud est bien, mais c'est insuffisant.

Il faut s'attaquer avec force et persévérance contre le régime actuel, dont les bases sont à détruire, si l'on veut réellement aboutir.

Ici, je m'adresse particulièrement à tous les lecteurs du « Lib » et à nos sympathisants de participer à notre action qui sera d'autant plus efficace que notre nombre sera plus grand.

A. Le Lann.

P. S. — Les réunions du groupe ont lieu les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois.

LIMOGES

Un appel est lancé à tous les compagnons anarchistes et sympathisants en vue de la for-mation d'un groupe libertaire à Limoges.

Un regroupement est indispensable si nous voulons jouer un rôle dans la période actuelle et dans les événements futurs.

Les copains sont invités à s'adresser à Georges Mée, 24, rue Huchette.

LYON-VAISE

Conférence Dautreau

Lundi 21, Dautreau termina sa série de con-férences à Lyon, sur le sujet « Non, la Paix n'est pas sauve ». La salle Luboz, à Vaise, devant une assistance assez nombreuse si l'on songe que le lundi est le plus mauvais jour de la semaine.

Dénouant la position des communistes en septembre dernier, il démontra également toute la duplicité des accords de Munich.

« L'intérêt ouvrier n'a rien à voir avec ces manigances impérialistes ! » dit-il et il termina en appelant la classe ouvrière à lutter par son action directe pour le triomphe du socialisme libertaire.

Il est rappelé aux sympathisants du quartier que la permanence du groupe se tient tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h., au Marine-Bar, rue de Saint-Cyr (face l'école). — Le groupe de Vaise.

MARSEILLE (Germinal)

Tous les camarades de Marseille et de la ban-lieue sont avisés que leur ami Maurice Dou-treau parlera le : 21 décembre au Royal-Bio-Cinéma (rue Tapis-Vert) à 9 heures du matin, sur le sujet si brillant d'actualité :

Cette guerre n'est pas notre guerre... Cette paix n'est

Les fautes des dirigeants syndicaux n'excusent pas la lâcheté des troupes

Le libéralisme syndicaliste

Défaite du Prolétariat ? NON ! Défaite du syndicalisme de Gouvernement !

On ne peut, décemment, chanter victoire après la grève du 30 novembre.

Personne n'espérait un grand succès. L'atmosphère n'y était pas, et les organisateurs de la grève, c'est-à-dire le Bureau Confédéral, ne faisaient rien pour la créer.

Les « erreurs » ont été accumulées. D'abord cette inexplicable lenteur à fixer la date du mouvement.

Le gouvernement a ainsi eu tout le temps de proférer des menaces, de prendre des mesures répressives, les ministres de prononcer des discours radiodiffusés.

Pas d'affiches, pas de préparation. Entre la décision de la grève et le jour de son déroulement, des jours se sont écoulés pendant lesquels les chefs du mouvement syndical tournaient uniquement les yeux vers le gouvernement et laissaient la classe ouvrière totalement désorientée.

Devant le peu de chaleur que manifestaient pour la grève fonctionnaires et employés, on a même commis la « boulette » de fixer la grève au jour même de la paye dans ces catégories sociales.

Le mot d'ordre de grève générale a été lancé pour effrayer le gouvernement, pour le faire démissionner ou céder. La lutte se déroulait visiblement entre deux équipes d'hommes de gouvernement agitant chacune un épouvantail : l'une la répression, l'autre la grève générale.

Pendant ce temps, les menaces du gouvernement faisaient leur effet, surtout chez les fonctionnaires tremblant de perdre leur place, leur retraite, chez les employés menacés aussi de licenciements.

Le Syndicat des instituteurs du Rhône se réfugiant derrière un mauvais prétexte, se refusait à participer au mouvement. Les instituteurs du Rhône et la majorité des instituteurs en général, ne veulent pas faire une grève dirigée contre la politique étrangère de « notre pays ». Au nom du pacifisme et de l'antibolchévisme, on refuse de lutter contre des décrets-lois de préparation à la guerre.

Et l'argument d'être repris dans les bureaux, dans les administrations, parfois dans les usines par ceux qui avaient grand besoin d'un prétexte pour masquer leur lâcheté.

Parmi ceux-là, des syndiqués de juin 1936.

ayant leur carte confédérale dans leur poche, sympathisants communistes pour la plupart qui, sans trop savoir ce que cela voulait dire, déclaraient qu'ils ne voulaient pas se prêter à une manœuvre politique, ou plus simplement qu'ils ne voulaient pas se faire renvoyer.

Les militants syndicalistes de la base, qui, eux, voulaient la grève et la voulaient générale, restaient stupéfaits devant ce facteur nouveau : le « syndiqué-jaune ». Aucune action, aucune propagande de la direction confédérale ne venait leur apporter un appui. Les syndicalistes de gouvernement ont joué battus lorsqu'il s'est avéré que le chantage à la grève ayant été inefficace, la grève elle-même aurait lieu. Tous leurs espoirs résidaient dans leurs manœuvres. Autant que le gouvernement, la direction confédérale redoutait une vaste agitation ouvrière. Depuis longtemps, ceux qui dirigent la C.G.T. ont adopté d'autres méthodes. Des mouvements avortés comme celui de mercredi sont dangereux pour le mouvement syndical, parce qu'ils lui font perdre confiance dans la puissance de sa propre action.

Il est certain que le prestige de la C.G.T. sur la classe ouvrière en « prend un coup » dans cette expérience.

Les militants syndicalistes sont placés aujourd'hui devant les résultats de la politique menée par les stalinien et les réformistes au sein des

syndicats. A force de crier à la provocation chaque fois que des ouvriers veulent passer à l'action, à force de demander de faire confiance aux députés, aux ministres, aux politiciens, on a déshabitué les travailleurs d'une action qui a fait largement ses preuves, il n'y a pas si longtemps. Les syndiqués de juin 36 ont été gargarisés de slogans, de formules creuses. Ces éléments dépourvus d'éducation syndicale ont été — dans cette grève — contre nous, avec les jaunes.

Cette situation doit cesser. Il faut, certes, faire du recrutement syndical, mais on ne doit pas laisser une carte syndicale à n'importe qui. Il est navrant d'être obligé de dire que les jaunes n'ont pas leur place dans les syndicats ouvriers.

L'exclusion de la C.G.T. de tous les non-grévistes doit être exigée par les militants syndicalistes. L'exclusion de la C.G.T. du syndicat jaune des instituteurs du Rhône doit être exigée par les syndiqués.

Il faut créer les circonstances favorables à la réussite d'une grève en luttant pour redonner à la classe ouvrière des syndicats indépendants et révolutionnaires.

C'est le retour à la tradition syndicaliste qui s'impose impérieusement devant la faillite du syndicalisme de gouvernement.

RINGEAS.

La lutte est vouée à l'échec si elle n'est pas animée par la volonté de vaincre

Il ne s'agit pas, pour nous, de fournir des excuses à ceux qui ont passé outre au mot d'ordre de grève générale donné par la C. G. T.

Pour les anarchistes, pour les syndicalistes révolutionnaires, le geste du « jaune » est inexcusable et appelle le châtiment. Constatons cependant que tout ce qui était nécessaire pour réaliser une grève totale n'a pas été fait par les directions fédérales et confédérales.

Les dirigeants syndicaux qui savent tout de même à quoi s'en tenir sur les efforts que représente la peine réussie d'une grève générale, ont donné l'impression déplorable que l'issue de cette manifestation n'était pas leur préoccupation dominante.

Il est inconcevable que — la publication des décrets-lois ayant surpris la C. G. T. pendant que se tenaient ses assises nationales au cours desquelles une action immédiate fut décidée — il est inconcevable que le bureau confédéral n'ait pas, dès son retour de Nantes, lancé le mot d'ordre de grève générale. Rien ne peut expliquer ce retard si ce n'est que l'abrogation des décrets-lois n'était pas, en fait, le véritable but visé par les « hommes d'Etat du syndicalisme ».

Les communistes, dont la seule préoccupation est de remplir Daladier par un Herriot ou un Mandel dont ils attendent une politique extérieure plus favorable aux intérêts de l'U. R. S. S., n'ont vu dans la grève, selon leur habitude, qu'un moyen de parvenir à leurs fins politiques.

Leur souci de la réussite était tel qu'ayant même que soit fixée la date de la grève générale, ils déclenchaient, dans le Nord et chez Renault des mouvements voués à l'échec certain, lors du voyage à Paris de Chamberlain.

Nous ne nions pas au parti communiste le droit de protester contre Chamberlain et sa politique, mais nous pensons qu'il est du devoir d'un grand parti révolutionnaire d'organiser une manifestation publique en faveur de l'Espagne révolutionnaire pour recevoir le valet de ceux qui l'assassinent.

Mais Messieurs les communistes entendent profiter de leur influence dans les syndicats et le chantier et l'usine pour être de trop beaux champs d'action pour qu'ils les négligent. A la veille de la cessation générale du travail le prolétariat avait devant les yeux l'exemple de grèves avortées de « mouvements pour rien », l'impression d'avoir été conjoints une fois de plus.

Pendant ce temps les décrets-lois entraînaient application : le tabac, l'alimentation, les transports augmentaient et la grève générale ne venait pas.

Jouhaux et le bureau confédéral savaient bien que le gouvernement ne pouvait tenir sur ce qui était fait, que le métro et l'autobus ne seraient pas diminués.

Cette attitude qui consiste à laisser s'exécuter les menaces de l'adversaire et à protester ensuite, prouve surabondamment que les syndicalistes, dirigés par notre centrale, n'avaient pas l'intention de lutter contre une politique dont le but est le surarmement intensif de la France capitaliste.

Jusqu'à mardi soir Jouhaux et son Etat-Major ont brandi le spectre de la grève générale avec l'espoir qu'elle ne se ferait pas, que la menace suffirait à faire céder le gouvernement sur certains points.

On se gargarisait d'obtenir par ce chantage le maintien des 5x8 et quelques assouplissements aux sanctions prévues contre les militants ouvriers.

Les ouvriers rassurés sur le sort des « deux dimanches », faisant, d'autre part, l'économie d'une grève qui semblait bien mal partie, se seraient contentés de cette solution.

La grève s'est faite parce qu'on ne pouvait pas la décommander. La seule affiche qu'il éditait le bureau confédéral pour préparer le mouvement a été collée dans la nuit du mardi au mercredi.

Le manque d'enthousiasme des dirigeants, la défection de certains syndicats, le manque de combativité d'un prolétariat freiné continuellement, sans courage devant l'odieuse chantage à la répression exercé par le gouvernement, condamnent ce mouvement à l'échec.

On ne fait pas la grève sans envisager l'application de tous les moyens d'action qu'elle nécessite si sans la préparer moralement.

Les « remèdes » qu'ont administrés à la classe ouvrière les grands hommes des partis marxistes et les intellectuels du front populaire ont considérablement aggravé son état.

La classe ouvrière est bien malade. Il faut qu'elle guérisse pour être capable de se battre. La grève est un moyen d'action révolutionnaire et sa réussite n'est possible qu'avec des organisations ouvrières autonomes et animées d'un esprit révolutionnaire qui ne permette pas de douter de leur force et de l'efficacité de l'action qu'elles peuvent entreprendre.

Ce qu'auraient pu être les buts de la grève générale

Pour boucler un budget dont le déséquilibre prend des proportions catastrophiques, le gouvernement Daladier-Reynaud vient de prendre une série de mesures connues sous la dénomination de « décrets-lois », qui auront pour conséquence d'écraser les travailleurs sous une avalanche d'impôts. La C.G.T. a pris la décision d'y répondre par la grève générale.

Au lendemain de cette grève, il est peut-être opportun d'examiner la question de très près, vu qu'il ne semble pas que nous soyons tous d'accord quant à la signification des deux expressions « décrets-lois » et « grève générale ».

Proclamons tout de suite que, anarchistes, nous nous moquons éperdument de l'équilibre du budget et que nous voudrions voir disparaître, et ceci pour plusieurs raisons : d'abord parce que l'Etat, quelle que soit sa forme (monarchiste, impérialiste, républicaine ou socialiste), s'est toujours montré incapable de « créer l'ordre dans l'humanité » ; parce qu'un

gouvernement, quelle que soit la faveur dont il a joui à ses débuts auprès du peuple, arrive inévitablement, tôt ou tard, à faire regretter le gouvernement qui l'a précédé, et, par là même, devient « impossible » ; parce que le propre de l'autorité a toujours été de faire payer ses services plus qu'ils ne valaient, se comportant de tous temps comme un parasite qui dévore le travail et ruine la société, en raison de ce que, loin de satisfaire son avidité, les impôts qu'elle extorque au producteur n'ont rien fait d'autre que d'accroître sa rapacité ; nous nous moquons du budget, enfin, parce que le propre d'un budget est de se trouver toujours en déséquilibre.

Le problème s'éclaircit : point n'est besoin de chercher la pierre philosophale — je veux dire : le bon gouvernement. La question est celle-ci : pourquoi le gouvernement, ou plutôt pourquoi ces décrets-lois ?

Le régime parlementaire semble bien n'avoir été que l'expression politique d'une époque très courte : période caractérisée par le libéralisme économique et la domination d'une classe de bourgeois industriels, mais qui, à l'origine, avait fondé sa fortune sur les rapines coloniales, la traite des nègres et la piraterie, bourgeoisie avide de liberté d'action et impatiente de toute responsabilité sociale. On ne manquera pas, en effet, de remarquer que jamais elle n'a exercé directement le pouvoir, mais qu'elle s'est chargée de cette fonction fastidieuse sur des politiciens professionnels, absorbée qu'elle était par sa fonction industrielle. La démocratie, gouvernement du peuple non par lui-même — ce qui est un non-sens — mais par des démagogues populaires, satisfait cette bourgeoisie qui s'était constituée en marge de l'ancienne société et en haine de ses contraintes, et qui avait fait 89 pour briser les anciennes lois et créer cet état de non-société, cet état social dont elle avait besoin pour trafiquer, piller et exploiter à son aise. Seulement, pour insister cet état de choses, il fallait un pouvoir fort et rusé à la fois, capable de maintenir par force et surtout par persuasion le peuple dans l'obéissance et le travail. Il suffisait de conserver l'Etat bureaucratique créé par la monarchie, et de donner l'apparence du pouvoir à des tribuns écoutés de la masse.

Aujourd'hui, le libéralisme économique agonise, incapable de survivre aux catastrophes qu'il a déchaînées et, partant, le régime parlementaire menace ruine. Tout récemment, Louzon remarquait que depuis plusieurs années, toutes les choses essentielles, celles qui ont été réellement appliquées ont été promulguées sous forme de décrets-lois. En France, il y a longtemps déjà que le régime parlementaire a cessé de fonctionner. On dira : Mais la bourgeoisie capitaliste est toujours la classe dominante ; or, si le parlementarisme est son expression politique par excellence, comment se fait-il qu'il ne parvienne plus à fonctionner normalement ?

Avant de répondre à cette objection, il faut préciser qu'il existe non pas une, mais deux bourgeoisie : la ploutocratie et les « deux cents familles » (et les autres), et la classe qui gravite autour de l'Etat : grands commis, gros et moyens fonctionnaires, politiciens, appuyés par les innombrables techniciens qui dirigent en fait la production capitaliste, sans en toucher les profits. A la belle époque du libéralisme économique, cette dernière classe ne jouait qu'un rôle subalterne. Or, et en raison de l'impuissance du capitalisme libéral, cette caste autoritaire acquiert une prépondérance de plus en plus grande. Pour elle, il va de soi que le parlementarisme ne représente absolument rien ; pour elle, l'autorité est une question technique et non politique. Devant l'impuissance du grand capitalisme à créer une société stable, et comprenant que n'est plus possible de laisser plus longtemps face à face une ploutocratie peu nombreuse et un prolétariat innombrable, la caste autoritaire tend à créer une société à forme hiérarchique. Le bolchevisme en Russie, le fascisme en Italie et en Allemagne et le régime des décrets-lois en France traduisent clairement cette tendance. Le prolétariat français, profondément gangrené et démoralisé par la démocratie, n'a pas su imposer une solution conforme à ses intérêts : après l'interregne inauguré en 89 par la ruine de l'ancienne société, une société nouvelle va naître : elle aura la forme libérale ; elle sera férocement autoritaire.

Les chefs syndicalistes sont épouvantés par cette fatalité ; ils tentent désespérément de reculer cette échéance en soutenant ce régime parlementaire déjà presque complètement perdu dans l'esprit des peuples. C'est à contre-cœur qu'ils ont décidé la grève générale, et pour faire chanter le gouvernement. Une vraie grève générale eût posé la question sociale dans toute sa netteté, mais Jouhaux en a eu plus peur que la bourgeoisie elle-même. Le fascisme ne le céderait pas pour partir comme le Proudhon de 1852, en fermant bien s'installer en France, tout en conservant les formes républicaines.

Le problème actuel dépasse singulièrement les proportions d'une pauvre petite question budgétaire, c'est une question de régime. Désormais, gouvernants et gouvernés ne peuvent plus s'évader du dilemme ou Proudhon, en 1852, enfermait l'Empereur et sa clique. Ce dilemme terrible, c'est :

CESARISME OU ANARCHIE

trompent aussi, car rien maintenant ne pourra résoudre la crise capitaliste, seul le syndicalisme peut se permettre cette chose-là.

Et, c'est pourquoi nous disons à nos camarades : si dans cette journée du 30 novembre, nous avons été battus, ne désespérons pas la lutte, serons les rangs tous unis dans un seul syndicat, qui depuis sa fondation a toujours déclaré que le seul remède à la crise capitaliste que nous subissons était la prise en gestion de l'économie par les travailleurs, restant fidèles aux véritables principes du syndicalisme nous pouvons nous permettre de nous tourner vers ceux qui ont l'habitude de faire « le beau temps » ou « la pluie » à la tête de la C.G.T. et de leur dire qu'ils doivent reconnaître leurs fautes ou leur incompréhension des luttes sociales et qu'en ce cas ils doivent changer d'attitude ou bien partir.

Le syndicalisme est un idéal qui doit être servi et non asservi. Camarades, dussions-nous être seuls, relevons le véritable drapeau du syndicalisme qui depuis trop longtemps déjà est passé dans le camp des politiciens.

Travailleurs syndiqués, soyez syndicalistes !

G. GOURDIN.

La grève de chez Renault

Le mardi 22 novembre à l'heure du déjeuner, dans les restaurants et cantines avoisinant les usines Renault, les responsables stalinien (région parisienne et section Renault) faisaient leur apparition et haranguaient les ouvriers. Le meeting prévu pour le soir au square Henri-Barbusse étant interdit, ils demandaient aux ouvriers de manifester néanmoins place Nationale et place Sémah. Ce fut l'occasion de frictions relativement bénignes avec la police (qui est toujours avec nous).

Le climat était créé. Si bien que jeudi, lorsque la grève fut déclenchée, elle fut spontanée. Nous ne devions abandonner l'usine qu'après la démission de Daladier-Reynaud.

Timbaud dans un discours équivoque laissait présager une grève générale imminente : « Les cheminots du Nord venaient de débrayer et dans la métallurgie la grève allait être totale... » Si bien que la majorité des copains crurent que c'était chose faite. L'enthousiasme fut grand pour organiser la résistance, malgré le manque de courage de certains qui en ces occasions ont toujours un parent qui agonise ou une femme prête à accoucher.

Puis ce fut l'attaque brutale. Des copains rentrant dans l'île Séguin nous avertirent que Costes et Morizet demandaient aux ouvriers d'abandonner l'usine pour éviter des effusions de sang.

Les communistes se refusaient d'y croire. Il fallait que Costes lui-même vint nous demander d'évacuer et cela sous une tempête de coups de sifflets. Les disciplines partirent immédiatement, puis plus d'une heure après le dernier carré des non-conformistes. Dans ces derniers ceux qui sortirent par le Bas-Meudon le firent sans encombre, tandis que les copains qui empruntèrent le côté Emile-Zola reçurent des bombes lacrymogènes qui les obligèrent à fuir par la grande usine.

L'intervention détaillée de Costes avait provoqué l'émotionnement chez les communistes de l'île. Mais, depuis ils se sont ressaisis. Sagesse et discipline ont repris le pas. La position que nous avions dans l'île nous permettait de tenir et de sortir dans d'autres conditions. Mais ceux là même qui nous envoyaient défendre les Sudètes nous conseillaient de ne pas lutter pour nos propres intérêts.

Lundi jour de lock-out, assemblée d'information à Issy-les-Moulineaux. Les vedettes sont là. Timbaud dénonce le scandale des militants « contraints » de raser les murs pour venir parler aux ouvriers » pour s'en aller l'instant d'après dans sa Novakvatre. Doury nous rappelle qu'il est un ancien de la boîte : 1922 (il doit avoir perdu la main) ! Costes est accueilli triomphalement par l'Internationale, il nous affirme que c'était son devoir de nous faire sortir. Il faut être communiste pour s'adapter à toute cette stratégie, ordre et contre ordre.

Mardi, Timbaud et Doury sont absents il ne faut pas qu'on les arrête. (La stratégie commandée). Refus de la Direction et des Pouvoirs publics de recevoir nos délégations. Le succès de la grève générale décidera de l'action à mener ultérieurement. En un mot, journée d'expectative.

Aujourd'hui mercredi, grève générale. Com-

ment se déroulera-t-elle ? Quel en sera le résultat ? Quand on pense dans quelles conditions de lutte nous ont placés les capitulations passées !

Nous ne pouvons vraiment espérer à la suite de toute la politique menée depuis juin 36 par la C.G.T. à un résultat efficace.

L'ingérence de parti politique dans le mouvement syndical sera toujours néfaste pour mener à bien notre action révolutionnaire et revendicative.

Quand donc les ouvriers comprendront-ils une bonne fois pour toutes, que nul mieux qu'eux-mêmes ne pourra assurer la réussite de tout mouvement jusqu'à libération totale de la classe ouvrière ? Mais à cette seule condition : d'avoir une organisation syndicale indépendante.

L'opinion d'un gréviste

Un camarade travaillant chez Renault, lecteur du « Libérateur » nous envoie ce petit article du 14 heures : Réunion des ouvriers par les délégués. Un délégué prend la parole :

« Camarades ! A l'heure actuelle, dans toutes les industries métallurgiques de la région parisienne, tout est débrayé. Nous nous devons d'être à la pointe du combat en réponse aux provocations d'une direction fasciste. Allons occuper le bastion du capitalisme ». L'enthousiasme est général. La résistance s'organise. Les camions sont amenés derrière les portes.

Un tank même est, paraît-il, derrière l'une d'elles. 20 heures 30. — C'est l'attaque brutale des gardes mobiles, des flics. Ils sont rentrés par une porte mal gardée et aussitôt c'est la boucherie. Les coups de crosse, les matraques entrent infernalement dans la danse. Pas de pitié. Bras fracassés, jambes fracturées, lèvres, fronts fentés et c'est la brigade des gaz. La résistance doit durer encore de longues heures, mais c'est la fin ! tout est évacué.

Et maintenant camarades, comprenez la situation : vous qui venez de se faire sur votre dos. Mouvement spontané !

Spontanéité à retardement ! Pourquoi n'avoir pas débrayé dès le lendemain des décrets-lois ? Renvoi des délégués ! Est-ce la première fois depuis deux ans ? Et on vous avait empêchés de bouger. Comprenez-vous enfin l'influence néfaste de la politique dans vos revendications ? Oui, la grève reste l'arme suprême du prolétariat pour la conquête de ses libertés. Seule l'action directe donnera la victoire. Mais encore ne faut-il pas user vos forces en de vaines actions où la politique mène la danse.

Nous ne sommes pas des hommes d'Etat, nous ne sommes pas des dirigeants, nous ne sommes pas des organisations syndicales indépendantes. Et cette grève pour rien quelques jours avant une grève générale à la réussite de laquelle nous devions tout consacrer est pour nous une occasion de plus à réfléchir à cette formule : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »